UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Evolution et mécanismes de réadaptation socion-économique des déplacés en commune Itaba (1993-2006)

Bigirimana, Denis; Sous la direction de : Prof Alexandre Hatungimana

2008
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1478

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE
OPTION : ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

« EVOLUTION ET MECANISMES DE READAPTATION SOCIO-ECONOMIQUE DES DEPLACES EN COMMUNE ITABA (1993- 2006) »

Par

BIGIRIMANA Denis

Sous la direction de

Professeur Alexandre HATUNGIMANA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option :Enseignement et Recherche

Bujumbura, Février 2008

DEDICACE

A nos regrettés parents :

Bigirimana Théodore et

Ruribikiye Hilarie

A nos Frères et Sœurs

A toute notre famille et

A tous ceux qui nous sont chers

Nous dédions ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, qu'il nous soit permis d'adresser nos sincères remerciements aux personnes qui ont contribué à sa réalisation.

Nous pensons tout particulièrement au professeur Alexandre HATUNGIMANA, professeur à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines et directeur de ce mémoire qui, malgré ses multiples occupations a bien voulu assurer la direction de ce travail. Ses conseils judicieux, ses remarques et sa compréhension nous ont été d'importance capitale dans la réalisation de ce travail.

Nous remercions également tous nos éducateurs depuis l'école primaire jusqu'à l'Université. Le pas franchi aujourd'hui est le fruit de leur formation humaine et intellectuelle.

Enfin, à toute personne qui, de près ou de loin, a apporté une contribution au cours de notre formation ou à la réalisation de ce travail, nous disons grand merci.

Denis BIGIRIMANA

SIGLES ET ABBREVIATIONS

An	: Anonyme
ASSEJEGI	: Association pour l'Encadrement des Jeunes de Gitega
APRS	: Appui au Gouvernement burundais pour la réinsertion et la réintégration des sinistrés
BAD	: Banque Africaine de Développement
CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Front pour la Défense de la Démocratie
CNRS	: Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés
CPLS	: Comité Provinciale de Lutte contre le Sida
DEA	: Diplôme d' Etudes Approfondies
ENS	: Ecole Normale Supérieure
FIDA	: Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
FLSH	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
FPSE	: Faculté de Psychologie et Sciences de l'Education
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
GTZ	: Coopération Technique Allemande
HAV	: Homme Adulte et Valide
Ibidem	: Même auteur, même ouvrage, même page
Idem	: Même auteur, même ouvrage
ISA	: Institut Supérieur d'Agriculture
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
JRR	: Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore
MRRDR	: Ministère de la Réinsertion, réinstallation des Déplacés et des Rapatriés.
OCHA	: Office for Coordination of Humanitarian Affairs
ODAG	: Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega
ONC	: Office National de Commerce
Op.cit	: Opere citato (ouvrage déjà cité)

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

p. : Page

PALIPEHUTU : Parti pour la Libération du Peuple Hutu

PAM : Programme Alimentaire Mondial

SIDA : Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise

U.B : Université du Burundi

UFB : Union des Femmes du Burundi

2.2.2. La santé.....24
2.2.3. L'éducation.....25.
2.2.4. Le logement.....28
2.2.5. L'emploi.....29

B. IMPACT DE LA CRISE SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE ITABA 32

1. Les conséquences socio-culturelles.....32
1.1. Eclatement de la famille en tant qu'unité de base de la société.....32
1.2. Transformation du paysage rural en des « ghettos ethniques ».....33
1.3. Détérioration des infrastructures socio-économiques et des conditions de vie.....36
1.4. Effritement de certaines valeurs culturelles et bonnes mœurs.....37
2. Les retombées économiques de la crise.....38
2.1. Perturbations des activités agricoles.....38
2.2. Diminution des revenus familiaux et des recettes communales.....41

CHAPITRE II : EVOLUTION HISTORIQUE DES DEPLACES DE LA COMMUNE ITABA 43

A. DE LA PERIODE DE 1993 – 1998.....43
1. Nature et étendue des anciens foyers d'accueil.....43
2. La vie des déplacés dans les anciens sites d'accueil.....44

B. DE LA PERIODE DE 1998 - 2006 50
1. Naissance des sites des déplacés en commune Itaba.....50
2. Origine spatiale des déplacés.....51

3. Nature et croissance des nouveaux sites.....52
4. Les conditions de vie dans les nouveaux sites.....54
4.1. Les conditions socio-économiques.....54
4.2. Les conditions psychosociologiques.....56

CHAPITRE III : PROCESSUS DE READAPTATION SOCIO-ECONOMIQUE DES DEPLACES DE LA COMMUNE ITABA.....59

A. LES FACTEURS FAVORABLES A LA READAPTATION SOCIO- ECONOMIQUE DES DEPLACES 59

1. Retour progressif de la sécurité.....59
2. La politique gouvernementale de réinstallation et de réinsertion des sinistrés.....61
3 Le tarissement de l'aide alimentaire 64

B. LA PLACE DES ACTEURS DANS LA DEFINITION D'UN NOUVEAU VECU 65

1. Les déplacés.....66
2. Le gouvernement 66
3. Les organismes internationaux et ONG's 67
4. Les confessions religieuses.....67

C. NATURE DES ACTIONS MENEES.....67

1. Actions des déplacés.....68
1.1 Construction des maisons.....68
1.2. La reprise des activités agricoles.....68
1.3. Repeuplement du gros et du petit bétail à l'intérieur des sites.....70
1.4 Le commerce.....71

1.5 Regroupement dans des associations.....72
2. Actions du gouvernement.....73
2.1. Création du MRRDR.....73
2.2 Appui à la construction des maisons pour les déplacés.....74
2.3. Distribution de la carte d'assurance maladie.....73
2.4. Paiement du minerval et octroi du matériel scolaire aux élèves indigents par le MRRDR.....75
2.5. Protection des déplacés.....76
3. L'action des organismes internationaux et des ONG's.....77
4. L'œuvre des confessions religieuses.....80

CONCLUSION GENERALE.....82

BIBLIOGRAPHIE 84

ANNEXES

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....i
REMERCIEMENTS.....ii
SIGLES ET ABREVIATIONS.....iii
INTRODUCTION GENERALE.....1

1. Intérêt du sujet 3
2. Cadre spatio-temporel.....3
3. Méthodologie de travail 4
4. Problème méthodologique.....5
5. Articulation du sujet 6

CHAPITRE I : LA COMMUNE ITABA DANS SON EVOLUTION RECENTE 7

A. ITABA FACE A LA CRISE DE 1993.....7

1. Espace et environnement 8
2. L'évolution socio-politique de la commune Itaba depuis 1993.....11
2.1. La récente dynamique politique de la commune Itaba.....11
2.1.1. Résurgence de la conscience ethnique : la part des élections de 1993.....11
2.1.2. L'accueil des résultats des urnes 14
2.1.3. La gestion du pouvoir par le parti Frodebu.....15
2.1.4. L'assassinat du président Melchior Ndadaye et le début des massacres.....18
2.1.5. La crise institutionnelle du 21 octobre 1993.....20
2.2. Evolution sociale.....23
2.2.1. L'alimentation.....23

INTRODUCTION GENERALE

Depuis 1965, l'histoire du Burundi reste réduite en une histoire de crises répétitives dont les enjeux demeurent politico-ethniques. Mais de toutes les crises, celle qui éclate au lendemain de l'assassinat du président Melchior Ndadaye est particulière. Jamais le Burundi n'avait jusqu'ici connu une crise aussi longue, généralisée et meurtrière. Comme les précédentes, elle est le résultat d'une longue période de mobilisation «ethnique» dont le paroxysme fut atteint lors de la campagne électorale de 1993. Selon certains auteurs et notamment R H. BAILLY :

> « *Les démagogues du monde entier savent de longues dates qu'ils ont intérêt à exciter les haines, les frustrations et préjugés de groupes s'ils veulent stimuler l'agressivité de leurs partisans.* »[1]

Les nouveaux leaders indépendants manquant de politique claire, faisaient appel aux solidarités ethniques d'une part, et certains intellectuels avaient eu recours à la majorité ethnique pour prendre le contrôle de l'Etat d'autre part. Ils savent pertinemment qu'« *un ressentiment entretenu et*

> *ravivé pendant de longs jours peut, chez certains tempéraments éclater en un paroxysme de colère qui, tant qu'en dure l'orage coïncide à peu près avec la folie furieuse* »[2].

La crise de 1993 reflète particulièrement la pensée de ces deux auteurs. Au lendemain du putsch du 21 octobre 1993, le pays plonge dans l'horreur.

---

[1] R.H BAILLY, Violence et agression, Nederland, Time life, International, 1977, p.128.
[2] H.D. NOBLE cité par Nshimirimana, Sylvestre, Evolution historique des déplacés de guerre au Burundi de 1988-99, mémoire, U.B, FLSH ,2002, p.14.

La commune Itaba qui constitue notre entité de recherche a été l'une des cibles privilégiées des massacres à caractère ethnique. Elle est l'un des modèles de la réussite des massacres des Tutsi et des Hutu modérés membres ou non de l'UPRONA. A ce sujet, les propos de certains déplacés témoignent le caractère singulier des massacres dans ladite commune. Selon Bigirimana Fiacre, un des rescapés du site Mujejuru, les massacres y ont pris une ampleur apocalyptique marquant la fin du monde tel qu'il est enseigné par la Bible.

Il serait hasardeux de vouloir dresser tout le bilan de la crise en commune Itaba, mais un seul phénomène nouveau et particulier avait suscité notre attention: la naissance d'une nouvelle catégorie de population : les « déplacés »[3]. Loin de leurs propriétés d'exploitation, sans travail rémunéré, les déplacés connaîtront toute sorte de problèmes existentiels. Mais alors, comment vont-ils les surmonter ?
Dans cette situation de total dénuement, les déplacés ne se laisseront pas dominés par la nature, ils tenteront plutôt de la dominer et d'en devenir maître. En plus de la reprise progressive de leurs activités habituelles, ils ont intégré de nouvelles habitudes qui leur étaient inconnues en temps de paix. Dans pareil cas, ils ont fait preuve de la capacité d'adaptation et d'innovations qui vont contribuer significativement à leur survie.

Notre travail se propose donc d'apporter des réponses aux multiples questions que toute personne intéressée par ce sujet peut se poser :
Comment cette population dépouillée de ses biens, éloignée de son terroir qui constituait sa source de vie et de revenus, confrontée au tarissement de l'aide humanitaire était-elle parvenue à survivre ?

---

[3] Les guerres récurrentes au Burundi ont provoqué des déplacements massifs des populations vers l'extérieur, tandis que d'autres ont trouvé refuge à l'intérieur du pays. On a pu donc parler de « réfugiés », « déplacés », « regroupés » ou « dispersés », autant de terminologies qui font référence au changement d'espace et de repère social.

A travers le présent sujet : « EVOLUTION ET MECANISMES DE READAPTATION SOCIO-ECONOMIQUE DES DEPLACES EN COMMUNE ITABA (1993-2006), nous tentons des réponses à ces multiples interrogations.

1. Intérêt du sujet

Ce sujet présente un double intérêt. D'abord moral parce qu'il se propose d'explorer les difficultés auxquelles font face les déplacés pour que toute personne tant morale que physique puisse venir en aide à ce groupe de gens en situation de détresse. Il est aussi d'intérêt scientifique car son souci est de chercher, rassembler et confronter toutes les informations recueillies en vue de constituer un document scientifique qui servira de guide aux chercheurs qui nous emboîteront le pas.

2. Cadre spatio-temporel

Comme le titre l'indique, le champ d'investigation de notre recherche est la commune Itaba. Quant à la délimitation temporaire, un sujet pareil nécessite deux bornes inférieure et supérieure car le phénomène de déplacés inhérent à des crises socio-politiques est dynamique dans le temps et dans l'espace. Il est aussi fonction de l'évolution de la sécurité ou de toute autre calamité. Notre sujet va donc s'étendre sur la période de (1993-2006).

La borne inférieure marque le début de la crise et la naissance des déplacés en Commune itaba. Quant à la borne supérieure, elle correspond à la période de l'enquête.

3. Méthodologie de travail

Aucune recherche spéciale sur les rescapés de la crise de 1993 n'a été jusqu'ici faite en commune Itaba. Rares sont également les recherches qui s'étaient déjà intéressées à l'histoire générale de cette commune d'où l'insuffisance des documents écrits en rapport avec les sinistrés intérieurs.

Pour surmonter cette difficulté, nous avons recouru aux sources orales fondées sur l'entretien et complétées par l'observation car selon Dunais, *« décider de recourir à l'entretien, c'est primordialement choisir d'entrer en contact direct et personnel avec des sujets pour obtenir des données de recherche. C'est considérer qu'il est plus pertinent d'interpeller les individus eux-mêmes que d'observer leur conduite».*[4]

Néanmoins, cette démarche n'est pas sans reproche car il arrive des fois où le discours soit infléchi par l'enquêteur par son appartenance sociologique *et* par l'idéologie au nom de laquelle est faite l'enquête.

Cela étant, l'objectivité parfaite reste un idéal à atteindre dans les sciences sociales. Il y a toujours l'influence du « moi ». Mais à l'aide d'un questionnement méthodique, nous avons essayé d'obtenir des réponses puis nous les avons rassemblées, confrontées et soumises à la critique en vue de rendre notre recherche plus ou moins active et objective. La littérature existante ainsi que les résultats d'autres chercheurs qui ont travaillé sur un sujet similaire nous ont été d'importance capitale.

---

[4] DUNAIS, cité par MAYER,R et QUELLET, T...Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux, Québec, GAETAN, Morin, 1971, p.306.

4. Problèmes méthodologiques

En raison de son caractère original et récent, le présent travail a souffert d'un manque de documents écrits. Aussi, malgré l'abondance de la tradition orale, celle-ci est entachée des imperfections car la mémoire est généralement fluide et affective.

Force est de signaler également l'appréhension négative de notre sujet par certains enquêtés. Pour les « déplacés », revenir sur la crise c'est remuer le couteau dans une plaie non encore cicatrisée.

Ne voyant aucune solution matérielle à leur misère, certains ont refusé de répondre à nos questions tandis que d'autres n'ont pas pu répondre à notre rendez-vous puisque c'était en pleine saison culturale. Concernant les populations restées sur les collines, le caractère judiciaire de certaines de nos questions nous a empêché de les interroger pour notre propre sécurité. Pourtant, ils sont pointés du doigt par les « rescapés » comme responsables des massacres qui ont endeuillé la commune Itaba et qui les ont par conséquent poussés à l'exode intérieur. Pour certaines questions, la confrontation des réponses a été impossible limitant ainsi l'objectivité à laquelle nous aspirions.

5. Articulation du sujet

Après une brève localisation de la commune Itaba, le premier chapitre tente de situer cette entité administrative dans la dynamique socio-politique du Burundi des années 1993. L'histoire de cette période est celle d'une crise socio-politique profonde. Le même chapitre insiste sur l'éclatement et les conséquences de cette crise en commune Itaba.

Le second chapitre se propose de montrer l'évolution historique des « déplacés » en commune Itaba. Un accent particulier est mis sur l'évolution spatio-temporelle des sites ainsi que l'évolution des conditions de vie dans ces derniers.

Face aux multiples difficultés auxquelles sont confrontées les populations en situation de mobilité intérieure, le troisième chapitre fait une lumière sur les différents mécanismes de réadaptation socio-économique qu'elles ont inventés. La réussite d'une telle entreprise nécessite la synergie de plusieurs facteurs et acteurs. Ce chapitre montre donc les facteurs et les acteurs qui ont participé et qui participent à cette réadaptation. Il revient également sur la nature des actions menées par différents acteurs en vue de permettre à cette catégorie de population de se réinsérer dans la vie socio-économique d'antan.

CHAP.I. LA COMMUNE ITABA DANS SON EVOLUTION RECENTE

A. ITABA FACE A LA CRISE DE 1993

Itaba est l'une des communes du Burundi qui a été profondément touchée par la crise de 1993. Tous nos informateurs se sont étonnés de l'ampleur de cette crise dans une commune qui restait jusque là à l'abri des déchirements interethniques déjà connus au Burundi. Le poids du passé et les mémoires violentes entretenues finissent par engendrer la guerre.

> Et comme l'écrit si bien S. Freud, « l*es guerres ne pourront pas cesser tant que les peuples vivront dans des conditions d'existence aussi différentes, tant que différeront aussi radicalement leurs critères d'appréciation des valeurs, en rapport avec la vie individuelle, et tant que les haines qui les séparent seront alimentées par des forces physiques aussi profondes et intenses* ».[5]

La crise de 1993 a été donc le produit d'un passé controversé et la maturation des haines ethniques longtemps entretenues par certains mouvements clandestins comme le PALIPEHUTU et plus tard par certains partis en compétition lors de la campagne électorale de 1993.

1. Espace et environnement

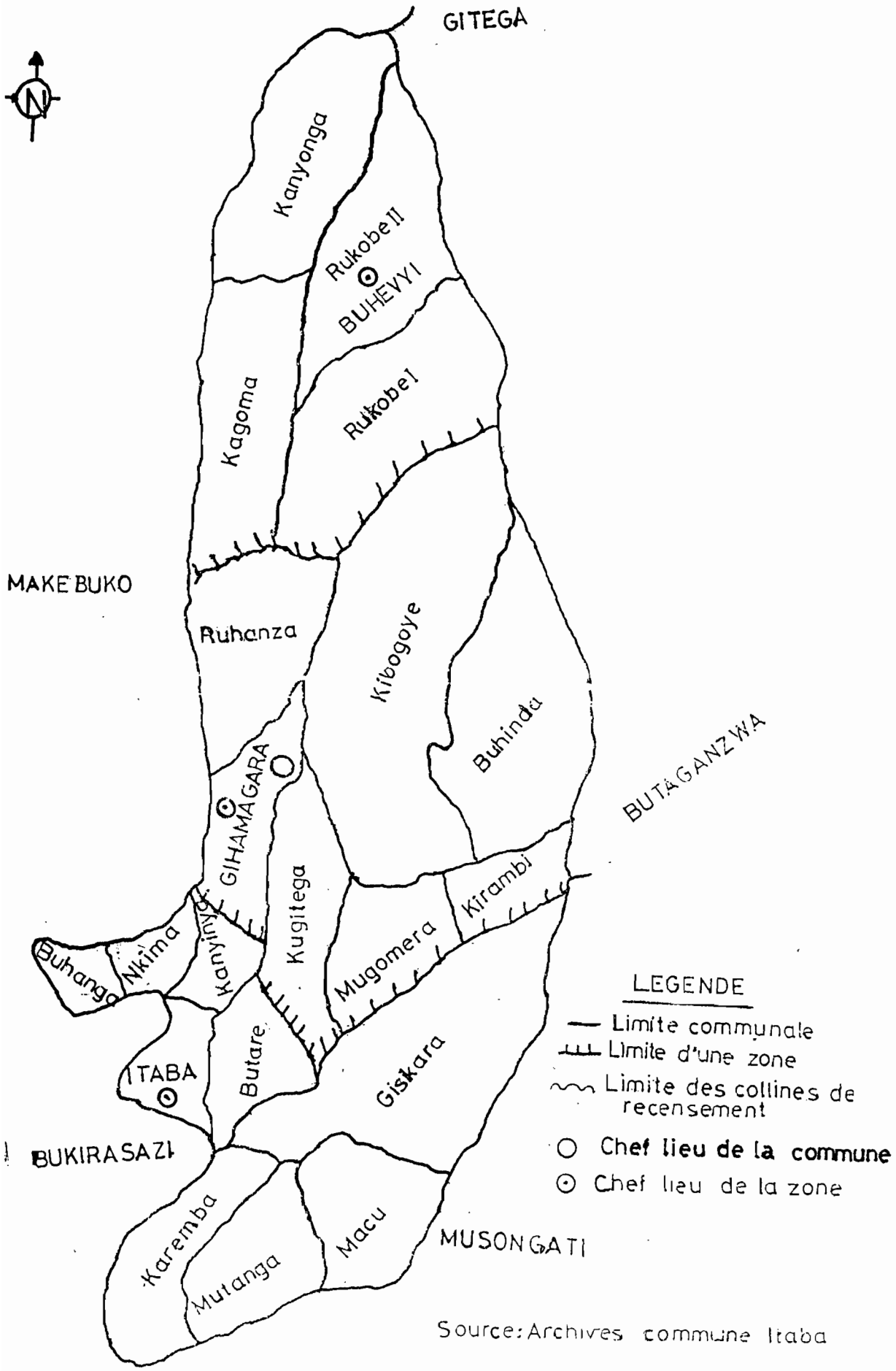
La commune Itaba fait partie des onze communes que compte la province Gitega. Elle s'étend sur une superficie d'environ 222 km² et est située à la périphérie est de la province, à proximité des provinces Ruyigi et Rutana.

---

[5] S. Freud, Cité par Mujambere, A, Mémoire d'une population déplacée : le cas du site du chef-lieu de la commune Busoni, U.B, F.L.S.H , 2003, p.1.

Au nord de la commune se situe la commune Gitega, au nord-est la commune Butezi, au Centre-est, la commune Butaganzwa, toutes de la province Ruyigi, au Sud-est la commune Musongati de la province Rutana, au Sud-ouest, la commune Bukirasazi et à l'Ouest la commune Makebuko, en province Gitega. Elle est subdivisée en trois zones dont Buhevyi, Gihamagara et Itaba, comme l'indique la carte ci-après :

Carte administrative de la commune Itaba



Source: Archives commune Itaba

S'agissant de l'environnement, il est intimement lié à la vie des êtres vivants et non vivants. C'est un ensemble de ressources naturelles comme la terre, le sol, la faune, la flore, l'eau, l'air, etc. La topographie de la commune Itaba est celle des plateaux centraux. Des chaînes de montagnes de dimensions modestes alternent avec les vallées. Celles-ci sont alimentées par de petits cours d'eau dont certains d'entre eux disparaissent avec la saison sèche.

De toutes les rivières de la commune Itaba, seule Nyakijanda est la plus importante compte tenu de son débit. Elle partage la province Gitega et les provinces Ruyigi au nord-est et Rutana au Sud-est. Le haut de pente est parfois boisé ou laissé en friche tandis que le bas est occupé par des jachères, des pâturages, des boisements ou des caféières. Les parcelles de fonds des vallées sont très morcelées et appartiennent aux paysans de chacun de versants.

Actuellement, cette ancienne structure environnementale est profondément modifiée. Les mouvements désordonnés des populations sont les unes des causes de la destruction de l'environnement. Ces mouvements qui ne datent pas d'hier ont été beaucoup observés au Burundi depuis 1993, date de la grande crise de ce pays. Cette crise a produit un groupe de personnes déplacées dont l'action est néfaste sur les ressources forestières et sur l'environnement en général. Cette situation où les « déplacés » et les militaires sur position s'attaquent à des boisements communaux ou des forêts naturelles pour s'approvisionner en bois de chauffage a été la plus dramatique.

Il faut en outre signaler que la présence d'une forte densité de la population caractéristique des plateaux exerce un impact négatif sur le milieu physique. Selon l'agronome de la commune Itaba, aucune action

n'est jusqu'ici entreprise par les autorités communales en vue de protéger l'environnement.

Au contraire, des hectares d'arbres continuent d'être abattus sans qu'aucune sanction ne soit prise à l'endroit des auteurs de cette déforestation. Cette dernière s'accompagne de la disparition de la faune qui se réfugie dans des zones encore couvertes.

2. L'évolution socio-politique

2.1 La récente dynamique politique de la commune Itaba

2.1.1 La résurgence de la conscience ethnique ; la part des élections de 1993

La campagne électorale de 1993 s'est mal annoncée en commune Itaba. Les partis en compétition se sont vite constitués en cartels « ethniques » dont le principal critère de recrutement et d'adhésion était l'appartenance à une même « ethnie ». Selon Ruberintwari, « *les partis ont vite fait de se grouper selon le schéma simple de partis qualifiés de « Tutsi » et de partis qualifiés de « Hutu » où l'appartenance ethnique était le critère prépondérant de recrutement* ».[6]

Il partage le même constant avec Manirakiza quand il écrit que « *les élections se sont, de toute évidence, déroulées sur fond de sensibilisation ethnique d'envergure et nous nous imaginons mal comment cela aurait pu se faire autrement* ».[7]

A travers les chansons et les écrits, les deux principaux protagonistes d'alors (FRODEBU et UPRONA) éveillaient la conscience ethnique et imploré la même solidarité en vue de vaincre le concurrent

---

[6] (P), Ruberintwari cité par (I), Rutikanga, La crise d'octobre 1993: le comportement de la population de la commune Busoni, mémoire, UB, F.L.S.H, 1996, p.18.

[7] (Z), Manirakiza, cité par Rutikanga,I , op. cit. , p.33.

politique déjà assimilé à un ennemi. Cette démarche a été décriée sans trop de succès par certains scientifiques et politiciens burundais.
Les discours des candidats aux élections prêteaient également à confusion à en croire Z. Manirakiza.

D'après cet auteur :« *Les chants folkloriques ont été sciemment transformés en panégyries partisanes. Les refrains les plus populaires ont subi des changements au niveau de leur contenu morphologique et sémantique. On incluait volontiers des insultes, des menaces destinées à démoraliser et à diaboliser le parti adverse* ».[8]
Tel a été le cas en commune Itaba. Bizimana Déogratias, une des personnes interrogées nous a confirmé que lors des meetings, les leaders du parti FRODEBU haranguaient la foule en leur faisant chanter ceci:
« *Va-t-en Mporona, tu m'as fait mal* »[9] (Genda Mporona warambabaje).

Il est donc clair que le nom du parti UPRONA est volontairement déformé pour démoraliser et blesser les membres de ce parti. Cette campagne de diabolisation a eu comme conséquence la bipolarisation de la société qui avait pourtant voté pour l'unité nationale à plus de 99% et l'alignement de la population derrière des configurations sentimentalement « ethniques ». Ici nous rejoignons la pensée de Julien Nimubona quand il écrit :« *La campagne s'était déroulée dans un contexte de diabolisation mutuelle, de crispation et de cristallisation des consciences ethniques (...) nous devons reconnaître l'importance de l'enjeu ethnique dans ce processus électoral. D'ailleurs, cette donnée a provoqué une bipolarisation du débat et un alignement quasi systématique derrière des configurations sentimentalement ethniques* ».[10]

---

[8] (Z.), Manirakiza, cité par Rutikanga, I, Op .cit., p .30.
[9] (D), Bizimana, Ancien chef des déplacés du site Mujejuru, enquête menée en janvier 2006.
[10] (J), Nimubona, Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi : Problématique de la légitimation en Situation de dynamique socio-politique, mémoire de DEA en science politique, Bordeaux, octobre 1994, p.95.

De ce qui précède, il est clair que la campagne électorale de 1993 s'est déroulée dans un climat social malsain. L'unité nationale qui avait longtemps constitué la pierre angulaire sur laquelle reposait la société burundaise a été compromise par les discours divisionnistes de certains leaders de partis en compétition.

Bref, les résultats des urnes qui ont confirmé la victoire du FRODEBU sur un score écrasant de 65,31% contre 32,79% pour l'UPRONA n'ont étonné personne compte tenu de l'ambiance dans laquelle s'étaient déroulées les élections. En commune Itaba comme partout dans le pays, cette victoire a été différemment accueillie. Aux vainqueurs, ce fut la fierté tandis qu'aux vaincus, ce fut une catastrophe politique.

2.1.2. L'accueil des résultats des urnes

Interrogé sur l'ambiance qui régnait en commune Itaba lors de l'annonce de la victoire du FRODEBU aux présidentielles, un des rescapés nous a répondu ceci :

> « *La victoire du FRODEBU a été différemment accueillie en commune Itaba. Les vaincus avaient eu peur et avaient perdu tout espoir. Pour les vainqueurs, ce fut un ouf de soulagement pour avoir mis fin à plus de trente ans de règne du parti UPRONA. Ils sillonnaient toutes les collines en chantant : « Temba leta mporona* »[11] (Ce qui veut dire : « Ecroule-toi Mporona »).

Cette peur des vaincus a été également évoquée par Manirakiza en ces termes :

> « *Les militants des partis vaincus ont eu peur d'être emportés dans le tourbillon d'une éventuelle guerre civile qui éclaterait au milieu même de l'euphorie populaire* ».[12]

---

[11] (D), Nyarushatsi, Ancien chef de secteur Kanyinya, Itaba, janvier 2006.
[12] (Z), Manirakiza , cité par Rutikanga, I ,Op.cit., p40.

Dans ces conditions, le tissu social qui était déjà fragilisé par la campagne électorale a éclaté davantage. Les vaincus étaient régulièrement persécutés par les vainqueurs pour avoir voté au mauvais parti rendu responsable de tous les malheurs déjà connus au Burundi.

Pour culpabiliser ce parti, un des membres fondateurs du parti FRODEBU écrivait ceci :« *La gestion de l'UPRONA depuis 1962 est un tout vrai désastre (...) la justice de cours et tribunaux exercée au nom de l'exécutif est un règlement de compte contre le même peuple, la sécurité a été organisée au profit d'une même caste* ».[13]

Il poursuit :« *Les Burundais sont fatigués des dictatures sanglantes qu'ils ont subi et les soldats ont tué tellement de gens sur nos collines qu'il n'est plus question de ne pas y apporter des germes de division. Les germes y sont déjà* ».[14]

Dans ce contexte, toute personne, et particulièrement tout Hutu, ayant voté pour le parti UPRONA était considéré comme traître. Elle subissait des sanctions dégradantes comme la mise en quarantaine. Pour intégrer le groupe, il fallait se repentir en livrant des cruches de bière et en remettant la carte et le foulard de ce parti au cours d'une cérémonie officielle. La carte et le foulard sont par la suite brûlés devant la foule marquant ainsi le retour au bercail de la brebis égarée. De telles cérémonies ont eu lieu sur de nombreuses collines de la commune Itaba.

---

[13] (G), Bimazubute, cité par Mbazumutima J.A, Le multipartisme au Burundi et ses incidences sociopolitiques de 1992à 1996, U.B, F.L.S.H, 1999, p46.

[14] Idem., p46

S'agissant de la gestion du pouvoir par le parti FRODEBU vainqueur des élections de 1993, force est de constater qu'il ne s'était pas démarqué de son prédécesseur. A l'exclusion, il a réagi par l'exclusion, à l'ethnisme, il a réagi par l'ethnisme.

2.1.3. La gestion du pouvoir par le parti FRODEBU

Après la victoire du parti FRODEBU tant aux législatives qu'aux présidentielles, une instabilité politique s'était généralisée à travers tout le pays. En commune Itaba, on procéda à la destitution de tous les Upronistes. De la commune à la colline de recensement en passant par les zones et les secteurs, toutes les nouvelles autorités administratives étaient exclusivement Hutu et membres du parti FRODEBU ou de ses alliés. Cette chasse des « Upronistes » ne se limitait pas au niveau de l'administration communale mais aussi dans des secteurs clés comme l'éducation, la santé, etc.

A ce sujet, Joseph Gahama s'étonne à juste titre que :

> « *Les fonctionnaires Tutsi et Hutu de l'UPRONA furent remplacés par des militants du FRODEBU (souvent incompétents) jusqu'à des échelons aussi bas que le secrétariat communal ou le gardiennage des marchés. Dans un domaine aussi sensible que l'éducation nationale, on procéda à des nominations basées sur des considérations partisanes (...) au profit des militants du FRODEBU et des partis de la mouvance présidentielle* ».[15]

Pour certains, le régime du FRODEBU avait très tôt manifesté les germes de son impuissance, si on considère que : *« La stabilité d'un régime*

> *dépend de son aptitude à éliminer l'une après l'autre les causes de tensions, mais si la solution est reportée, l'atmosphère politique se chargera de frustrations et d'amertume écartant la tolérance et le goût de compromis ».*[16]

---

[15] (J), Gahama, cité par Rutikanga, I, Op.cit., p.29.
[16] (S.M), Lipset, cité par Rutikanga,I ,Op.cit.,p.42.

Même si Lipset ne connaissait pas le Burundi, il semble décrire la situation qui prévalait dans notre pays au lendemain des élections de juin 1993. On peut en juger : « *Les oppositions entre les groupes, conformes à l'esprit même d'une démocratie, sont en même temps susceptibles de s'exacerber jusqu'à menacer l'existence de la société. Ainsi, un des rôles essentiels d'un gouvernement démocratique sera d'exercer une action modératrice sur la lutte des factions* ».[17]

Pourtant, dans la mise en place des structures étatiques, le parti FRODEBU s'est inspiré du modèle de la majorité ethnique. Selon J.P. Chrétien :« *Le modèle de la majorité ethnique rwandaise inspira un certain nombre d'hommes politiques Hutu. La référence aux principes démocratiques de la majorité devait, à leurs yeux justifier l'exclusion du pouvoir de la minorité Tutsi* ».[18]

Bref, durant toute la campagne électorale, le mythe du chef avait été terni par l'appel à la violence et à la désobéissance lancé par certains leaders des partis politiques en compétition. Dès lors, le prestige de l'autorité politique avec qui on ne partage pas les idées politiques a été compromis. Le non respect de la loi et de l'autorité s'est par la suite institutionnalisé ; il serait même à l'origine de nombreux assassinats politiques.

En commune Itaba par exemple, les travaux de développement communautaire se sont arrêtés avec la campagne électorale et ont mis longtemps pour recommencer. Certains propagandistes considéraient ces travaux comme une sorte d'exploitation et d'assujettissement exercé par le parti UPRONA sur une partie de la population.

---

[17] Idem, p.42.

[18] (J.P), CHRETIEN, « Les identités Hutu et Tutsi : Perspectives historiques et manipulation politique », in Burundi. Histoire retrouvée : 25 ans de métier d'historien en Afrique, Paris, Karthala, 1993, p.239.

D'autres phénomènes comme la chasse aux présumés sorciers et les expropriations arbitraires qui se passaient au su et au vu des autorités administratives témoignaient en suffisance de la perte progressive du pouvoir politique par le parti vainqueur des élections. C'est dans ce contexte socio-politique confus qu'était intervenu l'assassinat du président Melchior Ndadaye et les massacres des milliers d'innocents.

2.1.4. L'assassinat du président Melchior Ndadaye et le début des massacres.

En commune Itaba, l'assassinat du Président Melchior Ndadaye est présenté par les rescapés comme une goutte d'eau qui a fait déborder un vase déjà plein. Selon ces derniers, quelques signes présageaient déjà d'une crise imminente.

Par exemple, Bizimana Déogratias nous a appris que : « *Bien avant l'annonce officielle de la mort du président, nous observions déjà de petits groupes de gens se parlant à l'oreille. Ils étaient exclusivement composés des membres du parti FRODEBU et de ses alliés. Nous nous mettions à les regarder sans rien comprendre de leur revirement comportemental* ».[19]

Dès l'annonce de la mort du président, poursuivait-il, « *Ils se sont précipités à détruire les routes, à abattre les arbres pour empêcher la circulation des véhicules, à détruire les ponts et à brûler toutes les collines. Dès lors, nous avons compris que notre mort est proche* ».[20]

---

[19] Enquête faite en commune Itaba, janvier, 2006.
[20] Bizimana Déogratias, enquête faite à Itaba, Janvier 2006.

Cette ambiance de tension extrême a été également décrite par J.P Chrétien : *« Dès le jeudi 21, les ponts sont coupés, les arbres abattus pour couper les routes, des cordes et des bidons d'essence sont distribués par les autorités du FRODEBU à des bandes de jeunes militants armés de machettes qui commencent à arrêter des gens et les grouper les mains liées dans les locaux commerciaux ou administratifs. Les victimes sont des Tutsi et aussi des Hutu militants du parti UPRONA ».*[21]

La véritable crise a éclaté le 22 octobre lorsque les massacres se sont généralisés à travers toute la commune Itaba. Sous prétexte d'aller contrecarrer les attaques des militaires, des bandes de tueurs armés de machettes et de lances rassemblaient surtout des hommes Tutsi et les conduisaient vers les lieux bien identifiés. Ils y restaient enfermés, mains liées en attendant l'heure d'exécution. Les femmes et les enfants étaient soit brûlés vifs à l'intérieur des maisons, soit tués à coups de machette et jetés dans des fausses communes. Les rescapés se sont dispersés à travers toutes les collines, mais certains d'entre-eux ont été interceptés et tués loin de leur colline d'origine.

Au lendemain, le 22 octobre 1993, poursuit J.P. Chrétien :

« La chasse aux Tutsi et à leurs complices Hutu de l'opposition commence. Les hommes arrêtés (des adolescents ou vieillards) sont massacrés, leurs enclos brûlés, puis des familles entières (femmes, enfants, bébés, malades, etc.) sont exterminés dans leurs maisons (...). Les bandes de militants convoqués par des battements des tambours et de sifflets circulaient depuis les collines les plus « conscientisées » vers les secteurs où le « travail » a traîné, avec l'aide des camionnettes des commerçants militants du FRODEBU.[22]

---

[21] (J.P) Chrétien, Le défi de l'ethnisme au Burundi et au Rwanda (1990-1996), Paris, Karthala, 1997, P.174.
[22] Ibidem.

Pour Budigoma Didace, un ancien secrétaire du parti UPRONA en commune Itaba, l'éducation à la démocratie est devenue un entraînement à la haine ethnique.[23]

En plus des milliers de morts, de blessés et de biens pillés, la crise de 1993 a produit des phénomènes sociaux nouveaux : c'est entre autres la naissance d'une catégorie de populations appelées « déplacées ». L'intégration socio-économique de ces dernières pose des problèmes aujourd'hui.

Aussi, avec l'assassinat du Président Melchior Ndadaye dont le règne fut éphémère, le Burundi a connu des problèmes de succession. Il a fallu attendre le retour à la légalité constitutionnelle avec la convention de gouvernement du 10 septembre 1994 pour voir se restaurer tant bien que mal l'autorité politique civile.

2.1.5. Crise institutionnelle du 21 octobre 1993

Depuis l'assassinat du Président Melchior Ndadaye et certains de ses collaborateurs jusqu'au 10 septembre 1994, un vide institutionnel s'est installé du sommet à la base dans tout le pays. Partout, l'autorité militaire s'est substituée à l'autorité civile. Malgré la remise du pouvoir au FRODEBU en septembre 1994, le Burundi reste marqué par une instabilité politique qui durera plus d'une dizaine d'années. Depuis septembre 1994 jusqu'en août 2005, date de l'investiture de l'actuel président démocratiquement élu, notre pays a déjà connu quatre présidents dont Cyprien Ntaryamira, Sylvestre Ntibantunganya, Pierre Buyoya, et Domitien Ndayizeye. Cette instabilité politique observée au sommet de l'Etat touchait même les entités administratives à la base.

---

[23] (D) Budigoma, cité par Nduwamahoro, A. Analyse socio-politique d'une entité décentralisée cas de la Commune Itaba, (1982-2002), mémoire, UB, FLSH, 2004, p.74.

Par exemple, en l'espace de 11 ans, la commune Itaba a connu six administrateurs avec une moyenne de longévité de moins de deux ans. Ils étaient presque exclusivement membres d'un seul parti, le FRODEBU comme le montre le tableau ci - dessous

Tableau n°1 : Liste des administrateurs communaux et leurs partis d'origine (1994-2005)

Période	Nom et Prénom	Parti
1994- fin1994	Bucumi Fidèle	FRODEBU
1995-1996	Niyonzima Philippe	FRODEBU
1996-1997	Ndabambarire Albert	FRODEBU
1997-2002	Kavuyimbo Pascal	UPRONA
2002-2004	Gahungu Pascal	FRODEBU
2004-2005	Sindayigaya Claver	FRODEBU

Source: Archives de la commune Itaba

Cette instabilité politique s'explique par les différents accords qui ont été régulièrement signés entre les principaux protagonistes du conflit burundais. Le caractère politico-ethnique de ces différentes nominations a durement fragilisé les autorités administratives de la commune. Elles n'étaient légitimes que devant les membres de leur « ethnie ». Cette crise d'identité et de légitimité serait à l'origine de l'assassinat d'un de ces administrateurs. Monsieur Bucumi Fidèle était tué en 1994 en pleine journée par un groupe non encore identifié. L'instabilité politique caractérisée par de violence de masse perdure jusqu'en 2005 date de l'élection du nouveau président. Concernant ces élections, plusieurs personnes interrogées croient qu'elles diffèrent de celles de 1993 à bien d'égards.

Voici l'avis de Nkeshimana Gaspard, l'actuel chef de zone de Gihamagara : « *Contrairement aux élections de 1993, les partis politiques en compétition en 2005 étaient plus nombreux et plus ou moins hétérogènes. Les cartels étant interdits par la loi électorale, la bipolarisation ethnique a été beaucoup moins sensible* ».[24]

La campagne électorale de 2005 s'est déroulée dans un climat socio-politique très détendu. La commune Itaba n'a connu aucun incident majeur. Les résultats des urnes n'ont pas aussi suscité des tensions ou des controverses au sein de la société.

Les vainqueurs ont fêté leur victoire sans compromettre la sécurité et la tranquillité des vaincus. Interrogé sur les rapports entre les nouveaux élus et les dirigés, un informateur nous a confirmé que :

> « *Jusqu'à l'heure actuelle, les nouveaux élus réservent un même traitement à tous les dirigés sans distinction ethnique ni partisane. Mais nous ignorons encore ce que nous réserve l'avenir* ».[25]

Ce genre de réponse laisse entendre la survivance d'un manque de confiance entre dirigeants et certains dirigés. Pour le cas de la commune Itaba, cela n'est pas étonnant car certains dirigeants sont accusés d'avoir trempé dans les massacres de 1993. Bref, avec les élections de 2005, il y a eu renforcement de l'autorité administrative de la commune à la colline de recensement. Au niveau communal, un conseil composé de 24 membres élus au suffrage universel assiste l'administrateur tout en limitant ses pouvoirs. De même, un conseil de colline composé de quatre membres élus au suffrage universel assistent le chef et participent à la prise de grandes décisions intéressant la vie de cette entité administrative.

---

[24] (G) Nkeshimana, chef de zone Gihamagara, Itaba, janvier 2006.
[25] (P), Nzeyimana, un des déplacés du site Gisikara, enquête menée en commune Itaba, janvier 2006.

2.2 Evolution sociale

La commune Itaba accuse depuis longtemps de graves problèmes sociaux dans des domaines comme l'alimentation, la santé, l'éducation, le logement, l'emploi, etc. Ces secteurs déjà agonisants n'ont pas pu échapper à la crise de 1993 qui durera plus d'une dizaine d'année, comme on vient de le mentionner.

2.2.1 L'alimentation

L'état nutritionnel de la population et en particulier des enfants était déjà précaire à la veille de la crise. Elle s'est détériorée davantage depuis. Selon les résultats des enquêtes nutritionnelles menées en décembre 1993 et en janvier 1994 par la Coopération belge, l'assistance humanitaire française (MSF-F) et l'UNICEF, la malnutrition aiguë atteindrait 12 à 26% des enfants âgés de moins de 5 ans. Les taux les plus élevés sont enregistrés dans les camps des personnes déplacées par la guerre.

Lors de notre enquête, tous nos informateurs nous ont affirmé que la famine bat son plein dans leur commune même si elle n'a pas encore fait de victimes. Selon les mêmes sources, l'alimentation a diminué tant en quantité qu'en qualité. Cette diminution s'explique à la fois par la crise et par les aléas climatiques fréquents pendant ces dernières années.

Au Burundi et particulièrement depuis l'éclatement de la crise de 1993, rares sont les familles qui prennent trois repas par jour. On se contente seulement de deux repas (midi et soir) dont la qualité laisse à désirer surtout pendant la période de soudure. La consommation des protéines est d'une manière générale faible : le lait, les œufs et la viande sont rarement consommés en famille. Ils sont plutôt vendus pour pouvoir se procurer d'autres produits de première nécessité.

A l'occasion de la guerre, plusieurs têtes de bétail ont été volées limitant ainsi l'accès aux protéines animales. C'est pour cette raison que les maladies carentielles se sont multipliées surtout chez les enfants.

L'Assistance humanitaire française a fait des enquêtes qui montrent clairement que la moitié des enfants consultés aux dispensaires de la province Gitega manifestent des signes de kwashiorkor et de marasme ou d'autres signes évidents de la sous-alimentation.

Actuellement, grâce à la paix retrouvée, la situation alimentaire tend à s'améliorer à travers toute la commune. Toute la population vaque normalement à leurs activités champêtres et un effort de repeuplement du bétail est sensible que ce soit chez les paysans restés sur les collines, que ce soit chez les « déplacés ».

2.2.2. La santé

Le Ministère de la santé publique indique qu'avant 1993, les indicateurs de la santé étaient prometteurs et se rapprochaient progressivement des normes de l' « OMS »,à savoir par exemple un médecin pour 10.000 habitants et une sage femme pour 5.000 habitants. Sept ans après, les résultats des études faites à ce sujet affichent un médecin pour 24.236 habitants en 2000, un (e) infirmier (ère) pour 4.616 habitants (chiffres de 1998)[26].Ces chiffres combien parlant cachent néanmoins des nuances locales. A Itaba par exemple, la situation sanitaire était très alarmante même avant la crise de 1993. Toute la commune ne disposait que deux dispensaires seulement pour une population d'environ 41.000 habitants. En moyenne, chaque dispensaire ou chaque titulaire pouvait accueillir jusqu'à 20.500 malades.

[26] ISTEEBU, Annuaire statistique du Burundi, Bujumbura, avril 2004, p.12.

Depuis 1999, la commune a bénéficié, dans le cadre de la politique de réhabilitation des sinistrés, d'un nouveau centre de santé à proximité du site de déplacés de Gisikara. Néanmoins, trois dispensaires restent encore insignifiants vu le nombre des nécessiteux. Un seul dispensaire peut encore accueillir jusqu'à 13.666 personnes. Ces chiffres sont de loin supérieurs aux résultats des études faites à ce sujet en 1998.

A l'insuffisance quantitative des infrastructures sanitaires s'ajoute leur insuffisance qualitative. La qualité des prestations offertes par ces rares dispensaires laisse à désirer. Il manque cruellement un personnel qualifié et un matériel adapté et suffisant. En cas de gravité, les patients doivent se rendre soit à l'hôpital de Gitega, soit à celui de Ruyigi, tous situés à plus de 20 km. La population interrogée déplore également que les soins de santé sont devenus très chers alors que les revenus ont sensiblement diminué avec la crise.

Actuellement, faut-il reconnaître que ce secteur a connu un léger mieux puisque deux infrastructures sanitaires détruites par la crise ont été déjà réhabilitées. Trois centres de santé sont actuellement dotés d'un titulaire, épaulé par des agents formés sur les lieux. Aussi, grâce à la sécurité, les revenus de la population tendent à s'améliorer, ce qui leur permet d'accéder aux soins de santé.

2.2.3. L'éducation

Le taux de scolarisation en commune Itaba était déjà faible avant la crise de 1993. Selon les données du recensement général de la population de 1990, sur 25.249 personnes en âge de scolarisation, c'est-à-dire de 7 ans et plus, 17.267 étaient sans aucun niveau et 7.982 seulement avaient le niveau primaire et plus, soit un taux de scolarisation d'environ 30%. Des disparités existaient néanmoins entre les zones et les sexes.

Par exemple, dans les régions périphériques proches du Kumoso comme à Kirambi, les taux étaient très faibles car la population reste encore fortement attachée à la terre.

Dans certaines familles, les filles se voient refusées d'aller à l'école ; elles sont considérées comme des éternelles ménagères. Les garçons seraient les plus disposés à la scolarité. En plus de ces facteurs géographiques et culturels, l'insuffisance des infrastructures scolaires reste un handicap majeur à la scolarisation de tous les enfants.

Selon le chargé de la carte scolaire, s'il existait sur chaque colline de recensement une école primaire, l'effectif des lauréats de la classe de 6ème année pourrait augmenter.[27] Tel n'est pas le cas : à la veille de la crise de 1993, toute la commune Itaba n'avait que sept écoles primaires dont cinq seulement avaient deux cycles complets et un seul collège communal. Chaque écolier devrait parcourir en moyenne 8 km pour parvenir à l'une des rares écoles. Le facteur distance est l'une des causes des abandons scolaires observés ici et là dans les écoles primaires.

Avec l'éclatement de la crise de 1993, le secteur de l'éducation déjà fragile s'est détérioré. Une partie du personnel enseignant a été tué soit sur les lieux du travail, soit pendant la fuite. Les rescapés ont dû fuir vers les zones jugées les mieux sécurisées. Presque toutes les infrastructures scolaires de la commune ont été détruites. Face à cet état d'insécurité grandissante, le gouvernement du Burundi à travers le Ministère de l'Education nationale a été obligé de fermer momentanément toutes les écoles primaires et secondaires publics le 12 novembre 1993 pour les réouvrir le 27 février 1994.

[27] Hakizimana Ildéphonse, chargé de la carte scolaire en commune Itaba, janvier 2006.

Selon les données du MRRDR, le taux brut de participation à l'enseignement primaire a diminué de 72% en 92/93 à 61,5% en 98/99. Durant la même période, le taux net de scolarisation à l'enseignement primaire est passé de 52% à 37%. Au regard de ces chiffres, il est évident que la crise a occasionné un nombre très important d'abandons particulièrement dans les zones fortement touchées par la crise.

A notre avis, cette forte diminution du taux de scolarisation s'explique par la détérioration des conditions de vie de la population. Certains parents se sont retrouvés dans l'incapacité de payer les frais d'études pour tous les enfants, tandis que d'autres étaient simplement désintéressés par l'école dont les fruits mettent longtemps pour mûrir. Des garçons et des filles se sont fait enrôlés soit dans l'armée régulière, soit dans les groupes rebelles où ils espéraient venger les leurs ou améliorer leur sort et celui de leur famille.

Au moment de la reprise des activités scolaires en 1994, la situation était très dramatique: salles de classe détruites, matériel scolaire pillé, carence d'enseignants qualifiés surtout dans les zones les plus éloignées du chef -lieu de la commune.

Actuellement, des efforts sensibles ont été déployés en vue de redynamiser l'éducation. Toutes les infrastructures scolaires (Itaba, Gisikara, Kivoga) détruites par la crise ont été déjà réhabilitées. De nouvelles écoles (Macu, Nkima, Gihamagara et Gihamba) ont été construites. Toute la commune totalise actuellement 13 écoles primaires et deux collèges communaux. Toutefois, les enseignants sont de faible qualité particulièrement dans les écoles situées en dehors du centre d'Itaba. Par exemple, dans les deux collèges communaux, à part le Directeur du collège Gihamagara qui a fait l'I.S.A, tous les autres sont des lauréats des humanités générales et rarement de l'ENS.

2.2.4 Le logement

Au Burundi, le problème de logement en terme de qualité ne date pas de la crise. Bien avant celle-ci, la qualité des maisons était particulièrement déplorable en milieu rural. Des efforts ont été déployés par les autorités de la deuxième République en vue d'un logement décent, l'échéance ayant été fixée l'an 2000. Mais elles n'ont pas eu le temps de mener jusqu'au bout cette politique. Beaucoup de maisons sont encore couvertes de pailles et les murs sont faits de troncs d'arbres cachés avec la boue. Les revenus de certains ménages sont très faibles pour leur permettre la construction d'une maison en matériaux semi durables comme les briques adobes, les tôles ondulées ou les tuiles. En ville comme dans la campagne, la qualité de la maison est un signe extérieur du niveau de vie quoi qu'il y ait des nuances.

A la campagne par exemple, certains « riches » se refusent de construire de belles maisons pour ne pas dévoiler leurs richesses et s'exposer aux voleurs. Ils se contentent plutôt de maisons modestes.

Suite à la guerre, des milliers de maisons ont été détruites et un terme nouveau est né dans le langage courant « les sans abris ». Parmi ceux-ci, nombreux sont les déplacés dont les maisons ont été soit incendiées, soit détruites lors de la crise de 1993. Ils dormaient parfois à la belle étoile sous la protection des militaires. Il a fallu attendre la distribution des sheetings pour se loger certes dans des conditions peu décentes. Les autres étaient des « dispersés » dont les maisons ont été les cibles de la confrontation entre l'armée et les rebelles. Ils ont été accueillis par les voisins en attendant que leurs maisons soient réhabilitées.

Depuis que le Gouvernement du Burundi à travers le MRRDR a engagé la politique de réhabilitation des sinistrés, le domaine du logement a connu une légère amélioration du moins si nous gardons l'exemple de Itaba. Par exemple, en 1998, 814 maisons de sinistrés de guerre ont été construites et les constructions se poursuivent grâce au soutien des ONGs comme GTZ. Néanmoins, il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

Tous les déplacés interrogés saluent les efforts déjà réalisés par le Gouvernement et ses partenaires mais déplorent que certains groupes vulnérables (vieillards, orphelins, veuves) partagent encore une seule maison à plus d'une famille. Ils regrettent également que la fragilité de leurs maisons les expose souvent à la rigueur du vent surtout dans les sites érigés sur des pentes nues comme celle de Mujejuru.

2.2.5. L'emploi

A l'instar de la majorité des Burundais, la population d'Itaba vit principalement de l'agriculture ; l'emploi rémunéré n'occupe qu'une infine minorité de gens qu'on retrouve dans les services comme l'enseignement, l'administration, la santé, la justice, etc. Avant l'éclatement de la crise de 1993, des projets de développement (entretien des voiries d'intérêt public, aménagement des pépinières d'arbres et de caféiers) financés par les institutions financières africaines comme la BAD absorbaient une main-d'œuvre non moins importante. Malheureusement, ces projets ont disparu un à un et cette main-d'œuvre a été réduite au chômage. Non seulement tous les services déjà existants dans notre commune ont momentanément fermé les portes, mais aussi les perspectives de nouveaux emplois ont été annihilées. Les taux de chômage ont sans cesse augmenté et l'apogée a été atteinte au lendemain de l'embargo imposé par les pays voisins l'été 1996.

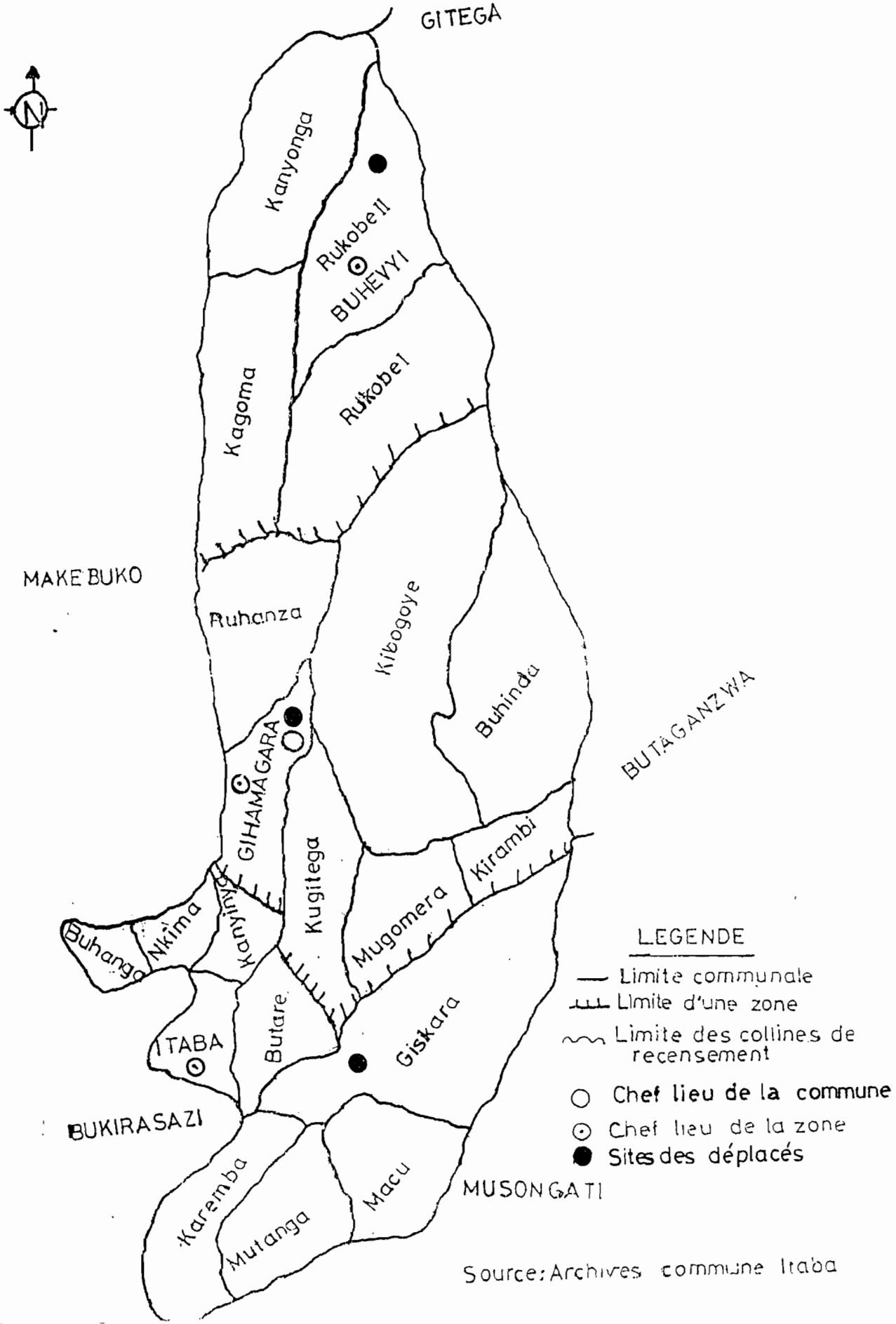
Dès lors, certaines entreprises publiques et para-publiques (cas du COTEBU et VERRUNDI) ont procédé à la réduction de leur personnel augmentant ainsi le nombre de chômeurs à travers tout le pays.

Par exemple, le secteur privé moderne est passé de 17 000 emplois en 1992 à environ 8.000 en 1993[28]. Actuellement, grâce au retour progressif de la sécurité et à la mise en place des institutions démocratiquement élues, presque tous les services ont repris en commune Itaba. Seuls les projets de développement habituellement financés par des institutions bancaires internationales n'ont pas encore repris leurs activités.

Une partie de la main- d'œuvre utilisée dans ces projets est aujourd'hui employée, au moins partiellement, dans des travaux de réhabilitation et de multiplication des écoles et des dispensaires, entrepris par le Gouvernement en collaboration avec ses partenaires nationaux et internationaux.

[28] Ndikumana, E, Essai de réadaptation socio- économique d'une population déplacée en milieu urbain : cas des déplacés des sites Kanyosha et Kiyange en Mairie de Bujumbura, U.B., F.L.S.H., 2003, P.12.

Répartition géographique des sites des déplacés en Commune Itaba



B. IMPACT DE LA CRISE SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE ITABA

La crise politico-ethnique de 1993 a profondément bouleversé les bases socio-économiques sur lesquelles avait longtemps reposé ladite commune. L'unité nationale a volé en éclat entraînant les massacres des milliers d'innocents et la destruction de plusieurs infrastructures communales. L'agriculture et l'élevage ont été également des cibles privilégiés de la crise. La baisse sensible de la production inhérente à cette dernière serait une des causes de la famine fréquente au Burundi depuis 1993. Les valeurs culturelles et bonnes mœurs fondant les rapports sociaux entre les différentes composantes de la communauté humaine ont été annihilées, donnant naissance à une société déséquilibrée, sans repère culturel.

1. Les conséquences socio-culturelles.

1.1. Eclatement de la famille en tant qu'unité de base de la société

La famille est le milieu le mieux privilégié où une personne reçoit la vie et réalise sa plénitude. Elle est l'une des machines de structuration micro sociale et d'une façon générale, un outil institutionnel de socialisation. Elle participe dès la naissance de ses membres à la fabrication sociale et psychologique de l'être humain. C'est de là que l'individu part pour rencontrer d'abord les membres de sa propre famille et ensuite ceux de la communauté. La famille est aussi une unité sociale qui assure plusieurs fonctions culturelles : psycho-éducative, socio-politique, économique et spirituelle. Or, avec la crise de 1993, plusieurs familles ont explosé soit totalement, soit partiellement.

Selon le dernier rapport communal qui date de juin 2007, environ 5.000 vulnérables constitués de veufs/veuves, orphelins, ont été recensés. Ils vivent dans des conditions d'extrême détresse. Pour survivre, certaines veuves ou jeunes filles se livrent à la prostitution ou à d'autres actes dégradants comme le vol ou la mendicité.

En cas de prostitution, la pérennité de la famille risque d'être compromise par la multiplication des maladies sexuellement transmissibles comme le SIDA. La vie familiale est également minée par d'autres phénomènes comme la délinquance et la consommation du stupéfiant surtout chez les jeunes.

1.2. Transformation du paysage rural en des « ghettos ethniques »

Le terme ghetto est habituellement utilisé pour caractériser la ségrégation raciale qui a prévalu en Afrique du sud sous le régime de l'apartheid. Pour le cas qui nous concerne, ce terme est utilisé pour qualifier la ségrégation ethnique dans l'occupation spatiale au lendemain de la crise de 1993. Avant celle-ci, les Hutu et les Tutsi cohabitaient pacifiquement sur les mêmes collines. Ils entretenaient des liens de bon voisinage qui se traduisaient par l'invitation réciproque lors des fêtes, l'échange des cadeaux, l'entraide, etc.

Cette bonne cohabitation d'antan a été mise à l'épreuve par les massacres à caractère génocidaire qui ont forcé les rescapés à quitter leurs collines pour aller vivre loin de leurs propriétés. Actuellement, l'occupation territoriale revêt un caractère « ethnique » en commune Itaba[29].

[29] Le Burundi est aujourd'hui un pays en peau de léopard eu égard au chambardements subis par son paysage géographique et humain.

Alors que les Tutsi restent jusqu'aujourd'hui confinés dans des sites des déplacés où ils vivent dans des mauvaises conditions, les Hutu demeurent sur leurs collines, non loin de leurs propriétés. Cette « ethnisation » des collines a été dénoncée avec véhémence par les partis d'opposition dans un ton fort : « *Le résultat de cette opération de purification ethnique est que aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire du Burundi contemporain, le pays compte des collines et des communes entières où il n'y a plus un seul habitant de l'ethnie Tutsi. Avec ce génocide, il s'ouvre une ère nouvelle où les parties du territoire national sont désormais peuplées par une seule ethnie. Avec ce génocide, l'un des fondements de l'unité nationale vient de voler en éclats* ».[30]

Les relations entre les personnes déplacées et celles qui se sont maintenues sur les collines sont restées pendant longtemps superficielles et intermittentes. D'ailleurs, durant les premiers mois de la crise, les deux groupes n'entretenaient aucune relation, chacun s'enfermait dans son ghetto craignant l'attaque dirigée contre son camp par ses voisins d'hier. C'est aussi le constat de P.Poupard quand il écrit: « *Dans les premières semaines, les sites de déplacés sont très fermés et font l'objet d'une protection renforcée des garnisons militaires. La plupart de ces sites sont occupés par des Tutsi* ».[31]

L'hostilité du milieu environnant était manifeste et des récits des déplacés qui ont voulu rentrer mais qui ont été forcés de retourner au camp sont nombreux. Si les « ghettos ethniques » persistent en commune Itaba, les relations entre les personnes vivant dans les sites et leurs anciens voisins restés sur les collines ne sont plus conflictuelles. Ils se rendent dans les champs pendant la journée pour rentrer le soir dans les sites.

---

[30] République du Burundi, Collectif des partis d'opposition, Bujumbura, décembre 1993, p.28.

[31] (P), Poupard, « La population déplacée au Burundi », in GUICHOUA, Les crises politiques au Burundi et au Rwanda, Paris, Karthala, p.78.

De même l'autre partie de la population qui n'a pas quitté les collines vienne et rentre des sites des déplacés sans qu'elle ne soit inquiétée. Elle participe à des fêtes organisées à l'intérieur des sites et échange des cadeaux comme autrefois.

Malgré cette apparente amélioration des relations, les rescapés hésitent encore à se réinstaller sur leurs collines respectives. Comme nous l'ont signifié plusieurs déplacés interrogés, cette hésitation résulte de la crise de confiance qui s'est installée entre les deux catégories Hutu et Tutsi. Par exemple, Ntirwakunze Nicolas ne cache pas son inquiétude :

> « *Comment rentrer alors que ceux mêmes qui nous ont tués et chassés sont encore là ? Nous préférons rester ici non pas pour la résistance contre les attaques mais pour se réconforter mutuellement* ».[32]

Cette crise de confiance s'explique par l'intensité des violences de 1993 dans notre commune. La guerre a été tellement meurtrière que les plaies mettront longtemps pour cicatriser.

1.3. Détérioration des infrastructures socio-économiques et des conditions de vie.

Les destructions débutées en octobre 1993 se sont poursuivies avec le passage régulier des groupes rebelles en action depuis 1996. Elles sont estimées dans le tableau suivant :

[32] (N), Ntirwakunze, actuel chef des déplacés du site Mujejuru, Enquête menée en Janvier 2006.

Tableau n°2 : Estimation des destructions en commune Itaba suite à la crise de 1993

Nature des infrastructures	Nombre	Nature des dommages
1. **Les infrastructures administratives**		
- Bureau de l'ancienne commune Itaba	1	Pillé et partiellement détruit
-Zone Buhevyi	1	Pillée et brûlée
2. **Infrastructure judiciaire**		
Bureau du tribunal de résidence Itaba	1	Pillé et partiellement démoli
3. **Infrastructures scolaires**		
-Ecoles primaire de : Gisikara, Itaba et Kivoga	3	Pillées et détruites
4. **Infrastructures sanitaires**		
-Centre de santé Buhinda	1	Pillé et brûlé
-Centre vétérinaire Itaba	1	Pillé et partiellement démoli
5. **Infrastructures économiques**		
-Usine à café de Buhoro et de Kirambi	2	Pillées et brûlées

Source : Archives de la commune Itaba

Le nombre de dix infrastructures socio-économiques pillées ou démolies peut sembler insignifiant. Mais, ces destructions sont énormes eu égard au faible équipement généralisé en infrastructures élémentaires de la plupart des communes du pays. La disparition du peu qui existait a fortement contribué à la détérioration des conditions de vie de la population naguère bénéficiaire. Avec le déplacement du bureau communal vers le nouveau site de Mujejuru, certaines populations doivent parcourir plus d'une dizaine de kilomètres pour parvenir au chef lieu de la commune.

1.4. Effritement de certaines valeurs culturelles et bonnes mœurs

Dans le Burundi ancien, les valeurs culturelles et bonnes mœurs se transmettaient de père en fils et de génération en génération constituant ainsi le patrimoine culturel. Elles n'ont pas toutes survécu à la guerre : elles ont été diluées par le glissement de nouveaux comportements inhérents à la crise. Actuellement par exemple, avant de reconnaître quelqu'un par ses mérites, on le reconnaît par son « ethnie » ou par son parti politique. Cette crise d'identité a fait de nombreuses victimes particulièrement dans le milieu politique burundais. Des assassinats d'hommes politiques ont été signalés ici et là à travers le pays. De même, on a malheureusement appris à se réjouir de la mort d'un membre de l'autre « ethnie » comme si l' « ethnie » était antérieure à la nation burundaise et à toutes les valeurs positives qu'elle a laissé éclore.

L'éducation au respect des vieillards jadis enseignée dès le jeune âge n'a pas été épargnée par la crise. Aujourd'hui il est paradoxale d'observer que les jeunes ne respectent plus leurs aînés et attentent même à leur vie par le vol et le viol. En commune Itaba par exemple, malgré l'absence des données chiffrées, les autorités administratives nous ont affirmé que de tels cas existent mais que certaines victimes préfèrent se résigner plutôt que de dénoncer les responsables de ces exactions. Le phénomène de délinquance juvénile s'est accentué condamnant ainsi les jeunes à la drogue et à l'alcoolisme.

D'aucuns s'étonnent enfin de la négation de l'unité à travers les massacres des Tutsi dans une commune qui avait pourtant voté à plus de 99% la Charte de l'unité nationale le 5 février 1992.

2. Les retombées économiques de la crise

2.1. Perturbation des activités agricoles

Nul n'ignore que la sécurité reste une condition sine qua non pour une activité agricole rentable. La détérioration de la sécurité consécutive à l'assassinat du président Melchior Ndadaye et aux massacres qui ont suivi n'a pas permis aux paysans de vaquer à leurs activités habituelles.
Les rescapés avaient laissé tout derrière eux vers des lieux jugés les mieux sécurisés constituant ainsi des sites des déplacés. Leurs propriétés étaient en grande partie inexploitées puisque personne n'osait sortir du site de peur d'être tué. Prises par une peur panique inspirée à la fois par les opérations de réquisition en vivres, en ustensiles de cuisine et des actions de représailles dirigées par les déplacés à proximité de leur site, les populations de certaines collines fuyaient la journée vers les zones inhospitalières comme les marais pour rentrer le soir. Cet état d'instabilité a fortement perturbé l'activité agricole qui se déroule normalement pendant la journée.

Actuellement, malgré le retour de la sécurité, les activités agricoles sont encore perturbées par les aléas climatiques et l'éloignement des déplacés de leurs propriétés. La première conséquence est la chute de la production aussi bien pour les cultures vivrières que pour les cultures de rente, comme le café.

Selon les estimations de l'agronome communal, la production vivrière a baissé dans l'ordre de 30 à 40% tandis que celle de rente a chuté dans l'ordre de 20 à 30%. Il explique cette baisse par la diminution de la main- d'œuvre car la crise a particulièrement visé les hommes adultes et valides (HAV).

Il s'agit également de nombreux déplacements de la population pendant toute la période de crise, de l'éloignement des déplacés de leurs propriétés, de la dégradation des sols due à l'absence de fumiers ménagés et aux aléas climatiques.

Elle s'explique enfin par la forte diminution du bétail alors que l'élevage et l'agriculture sont des activités complémentaires au Burundi. La crise de 1993 a exercé un impact très négatif sur l'élevage déjà faible en commune Itaba. Voici le tableau de la situation de l'élevage pendant trois années considérées comme repères.

Tableau n°3 : L'évolution de la situation de l'élevage depuis mai 1993

CHEPTEL / ANNEE	Bovins	Caprins	Ovins	Porcs
Mai 1993	1469	8821	2700	881
Août 2004	545	2998	818	1215
Décembre 2005	1100	7000	2000	1500
Réduction nette 93-04	-924 soit -62,82%	-5823 soit -66,01%	-1882 soit -69,70%	+334 soit +37,91%
Augmentation nette 2004-2005	+555 soit 101,83%	+4002 soit 133,48%	+1182 soit 144,49%	285 soit 23,45%

Source : Rapport de l'agronome communal.

La forte diminution du cheptel entre 1993-2004 s'explique par de nombreux pillages opérés depuis l'éclatement de la guerre et ceux régulièrement opérés par les groupes rebelles en action depuis 1996. Les vaches volées sont soit abattues pour la viande, soit vendues sur pied pour se procurer de l'argent.

L'augmentation sensible du nombre de bétail observée depuis 2005 s'explique quant à elle par l'arrêt des pillages consécutifs à la cessation des hostilités entre le gouvernement et le principal mouvement rebelle, le CNDD-FDD. Concernant les porcs, leur nombre a sans cesse augmenté puisqu'ils n'étaient pas visés par les pillages.
Leur transport causait de problèmes aux pillards. Pendant toute la période de crise, la population avait plutôt investi dans cet animal moins exposé au vol et dont la reproduction est rapide.

La forte diminution du cheptel consécutive à la crise de 1993 a exercé un impact très négatif sur la production et sur la sécurité alimentaire de la population. A l'absence du fumier traditionnel auquel les paysans sont habitués, rares sont ceux qui pouvaient se procurer de l'engrais chimique à cause de la faiblesse des revenus. La baisse de la production se traduit parfois par des crises alimentaires. Lors de notre enquête, les déplacés interrogés ne dissimulent pas leurs désarrois:

> « *Nous avons faim, nous n'avons rien récolté à cause de la sécheresse. Même les bienfaiteurs nous ont abandonnés* ».[33]

L'état d'instabilité alimentaire s'observe facilement au marché. Lors de notre enquête au marché de Gihamagara, les prix de toutes les denrées alimentaires et non alimentaires avaient augmenté. Il y avait plus d'acheteurs que de vendeurs. Par exemple, un kilo de haricot se vendait à 350Fbu et celui de la farine de manioc à 400Fbu, prix qu'ils n'avaient jamais atteint jusque -là.

[33] Enquête personnelle auprès des personnes déplacées par la guerre, Itaba, janvier 2006.

2.2. Diminution des revenus familiaux et des recettes communales

N'ayant pas d'autres sources de revenus que leur récolte, les paysans sont parfois obligés de vendre une partie de celle-ci en vue de satisfaire aux autres besoins ponctuels comme se vêtir, se soigner, payer les frais scolaires, etc.
Or, nous venons de voir qu'avec l'éclatement de la guerre la production a sensiblement diminué tant pour les cultures vivrières que pour les cultures de rente, comme le café.

Dans ces conditions, les revenus familiaux, dont le fondement est l'agriculture, ont sensiblement diminué au point de devenir nul pour les groupes les plus vulnérables comme les personnes âgées, les veuves et les orphelins.

S'agissant des recettes communales, elles proviennent essentiellement des actes administratifs et tribunaux, de la vente de diverses attestations, des cartes nationales d'identité, des amendes et pénalités, des taxes sur les produits vendus, des taxes journalières sur les petits restaurants, des taxes sur les petits bistrots, etc. Au sujet des recettes, le comptable communal nous a affirmé que la bière locale vient en deuxième position après les impôts.[34] Des ressources complémentaires sont assurées par les impôts fonciers, ceux sur les revenus locatifs, et l'impôt sur le gros bétail.

Depuis octobre 1993 jusqu'à la signature du cessez- le- feu entre le gouvernement et le CNDD-FDD, principal mouvement rebelle d'alors, toutes les activités génératrices de revenus se déroulaient au rythme de la sécurité.

---

[34] (T), Ngenzirabona, Comptable communal d'Itaba, janvier 2006.

Par exemple, les marchés qui sont des lieux de collecte des recettes communales étaient régulièrement des cibles d'attaques rebelles. Dans ce cas, le nombre de contribuables devait baisser.

Au lieu de contribuer aux recettes communales, nombre de paysans sont devenus des personnes à assister.

Par exemple, la commune est obligée de participer à la scolarisation des élèves indigents malgré ses maigres moyens. A ce sujet, l'administrateur communal déplore que : « *Les indigents constituent un lourd fardeau pour la commune dont les recettes ont sensiblement diminué avec la crise qui vient de durer plus d'une dizaine d'années* ».[35]

De ce qui précède, il est bien clair que la crise a exercé un impact très négatif sur les revenus familiaux et sur les recettes communales.

Actuellement, avec le retour de la sécurité, l'administration communale nourrit l'espoir de voir les revenus familiaux et recettes communales augmenter. Cet espoir se fonde sur la reprise des activités génératrices de revenus et sur la prise de conscience de la population de s'acquitter de diverses taxes et impôts. Aujourd'hui, Itaba est classée deuxième au niveau des recettes pour toute la province, après la commune urbaine de Gitega.

Mais, de toute évidence, la production d'une nouvelle catégorie de population, les « déplacés » semble avoir été l'une des plus lourdes conséquences de la guerre déclenchée au lendemain de l'assassinat du Président dans un putsch manqué. Leur effectif a continué à gonfler avec l'extension de la guerre à l'ensemble du territoire national. De 2002 à 2005, l'effectif des déplacés en commune Itaba a passé de 2549 à 2967 soit un accroissement de 418 en l'espace de trois ans.

[35] (E), Nzeyimana, Administrateur de la commune Itaba, janvier 2006.

L'Etat en déliquescence se révéla incapable de prendre en charge cette population. L'évolution du phénomène de déplacement intérieur des populations en commune Itaba mérite d'être tracée. Cette mobilité forcée s'est effectivement structurée en deux temps (1993 à 1998) et de (1998 à 2006). Une telle réflexion inclut la réorganisation de l'espace habitable ainsi que la nature de nouvelles conditions de vie qu'allait exiger ce nouveau cadre de vie dans les camps.

CHAP. II. EVOLUTION HISTORIQUE DU PHENOMENE DE DEPLACES EN COMMUNE ITABA

A. DE LA PERIODE DE 1993 à 1998

C'est la période la plus dure, la plus sombre pour les sinistrés de cette commune. Elle a été caractérisée par tant de maux comme la famine, les problèmes de logement, de santé, d'hygiène, etc. Agissant en synergie tous ces problèmes ont exercé un impact très négatif sur la démographie.

1. Nature et étendue des anciens foyers d'accueil de déplacés de guerre

Les rescapés de la guerre de1993 ont emprunté des itinéraires différents selon la distance à parcourir pour atteindre les lieux jugés les mieux sécurisés. Il y a eu trois principaux mouvements de fuite : Les populations de la partie est de la commune ont fui vers la commune voisine de Musongati en province Rutana, celles du sud et du centre vers la brigade de Mwanzari en commune Makebuko et celles du Nord vers le centre ville de Gitega.

Ni le gouvernement, ni les organismes humanitaires, nul n'avait pris des dispositions nécessaires pour accueillir un nombre important de déplacés. Partout, ils ont été accueillis dans des places publiques comme les terrains de jeux ou dans des infrastructures administratives ou scolaires.

Les liens communs entre tous ces foyers d'accueil sont l'exiguïté et l'insalubrité. Conçus pour un nombre limité de personnes, ils ont eu du mal à contenir tous les fugitifs de guerre.

Certains d'entre eux dormaient à la belle étoile. Par exemple, une salle de classe habituellement prévue pour 30 à 40 écoliers pouvait accueillir jusqu'à plus de 100 personnes tout âge confondu.
La distribution des sheetings par les humanitaires n'a pas pu résoudre le problème de promiscuité à cause de la disproportion espace / déplacés. L'espace était tellement exigu qu'il ne permettait pas une extension libre et aérée. Les anciens sites d'accueil donnaient l'image d'une fourmilière vu le nombre élevé de déplacés vivant sur un petit espace.

2. La vie des déplacés dans les anciens sites d'accueil

Pour vivre, tout humain a besoin d'un minimum vital (par exemple se nourrir, se vêtir, se loger). Ses besoins vont des plus élémentaires aux plus secondaires. Certains d'entre eux sont offerts par le milieu naturel tandis que d'autres sont le fruit du travail. A côté de ces besoins primordiaux, l'homme sent la nécessité de se reproduire, d'être dans la famille, etc. Tous ces facteurs qui concourent à l'épanouissement de l'homme faisaient cruellement défaut comme nous l'avons précédemment montré.

Dans le domaine de l'alimentation, tous les déplacés interrogés nous ont affirmé à l'unanimité que les premiers jours ont été difficiles pour eux. Sans provisions, sans ustensiles de cuisine, ils traînaient toute la journée dans les cours et devant certains locaux en attendant désespérément la nourriture. Des cris d'enfants affamés se faisaient partout entendre sans que personne puisse répondre favorablement à leur besoin. Les militaires sur positions ont essayé mais leur apport était comme une goutte d'eau dans un océan.

Un des rescapés de l'ancien site de la brigade Mwanzari témoigne:

> « *Arrivés à Mwanzari, nous avons mené une vie très dure. Même les bienfaiteurs nous ont secouru un peu tardivement. Beaucoup de gens étaient déjà morts de faim* ».[36]Excédées par la famine et obligées de s'adapter à ces nouvelles conditions imposées par la guerre, ces personnes se sont résolues de voler de leurs propres ailes pour obtenir la nourriture. Accompagnées parfois par des éléments de l'armée qui leur assuraient la protection, elles ont effectué des opérations de réquisition notamment en vivres et en ustensiles de cuisine. Cette pratique dite « Gupiya » (du verbe piller) a duré jusqu'en novembre 1993, date de l'intervention des premiers humanitaires. Dès lors, la situation alimentaire s'est légèrement améliorée grâce à l'aide distribuée.

Néanmoins, cette aide posait un certain nombre de problèmes. D'abord, l'aide distribuée était insuffisante en quantité. Elle était donnée selon la taille de la famille, mais son caractère irrégulier provoquait souvent des ruptures de stock. Ensuite, l'aide était incompatible avec les habitudes alimentaires de cette population. Elle était constituée principalement par des grains de maïs, d'huile d'olive, des biscuits, du riz etc. Or, les Burundais sont habitués à manger le haricot cuit avec la patate douce, le manioc, les légumes, etc.

Le côté exotique de certains produits distribués et d'autant plus gênant qu'il est connu que, « *l'aliment ne concerne pas uniquement la chose qui nourrit c'est –à- dire qui est indispensable pour satisfaire un besoin physiologique vital mais la subsistance qui possède un tonus émotif particulier, une chose qui plaît, qu'on désire, qu'on aime et qu'on connaît* ».[37]

---

[36] Bamporubusa, Grégoire, enquête faite à Itaba, janvier 2006.
[37] Univers de psychologie, V5, Paris, édition Lidis, 1981, p.67.

Cette aide ne répondait pas donc aux goûts des bénéficiaires. Elle était régulièrement vendue par ces derniers en vue de se procurer le menu qui répondait mieux à leur goût. Enfin, l'aide alimentaire a sensiblement réduit le sens de créativité et d'initiatives chez les rescapés. Toutes les activités étaient suspendues le jour de distribution de l'aide. Ils passaient des heures à faire la queue en attendant l'arrivée hypothétique des « bienfaiteurs ». A certains endroits, il fallait même une présence renforcée des militaires pour maintenir l'ordre.

Longtemps habitués à ces aides, ces victimes de guerre ont éprouvé des difficultés à se réinsérer dans la vie économique d'antan malgré le retour progressif de la sécurité. Il a fallu réduire ou cesser la distribution de l'aide pour les forcer à reprendre les activités agricoles. De façon générale, l'aide alimentaire a été un cache-misère comme nous le précise Docteur Barancira cité par Ntawuhorakomeye, (D) :

> « *L'aide humanitaire dans ce contexte est une véritable catastrophe à long terme puisqu'elle modifie les habitudes alimentaires des populations tout en réduisant la capacité d'adaptation et leur autonomie socio-économique* ».[38]

Il apparaît donc clair que l'aide alimentaire au lieu de créer et stimuler un contexte de mobilisation des ressources propres à inventer des solutions à la crise, elle exerce souvent des effets négatifs sur les habitudes alimentaires des personnes déplacées. Mais en temps d'une crise d'une aussi gravité que celle qui s'est abattue sur notre pays, la population victime a-t-elle d'autres voies de recourt ?

---

[38] (D), Ntawuhorakomeye, Effet de l'aide humanitaire prolongée sur la psychologie des personnes déplacées de guerre, U.B, FPSE, Bujumbura, 2000, p.35.

Au niveau du logement, la situation variait d'un site à l'autre. Dans la brigade de Mwanzari, par exemple, tous les déplacés ont été accueillis à l'intérieur du camp sur un terrain de rassemblement. Ils dormaient à la belle étoile et étaient régulièrement en prise avec le froid surtout que cette brigade est située à proximité d'une rivière. Leur situation ne s'est légèrement améliorée qu'avec l'intervention des humanitaires qui leur ont distribué des sheetings. Dès lors, ils ont érigé des cabanes qu'ils ont par euphémisme baptisé « blindés », une façon de fustiger leur fragilité loin de leur assurer une solide protection contrairement aux camions militaires blindés.

Ailleurs comme à Musongati et à Gitega, la situation était moins dramatique car les infortunés ont été accueillis dans des locaux où ils étaient protégés au moins contre le froid et la pluie. A Musongati, une partie de ceux-ci se trouvait dans les locaux qui abritaient autrefois la Coopec et le reste était éparpillé dans différents locaux de l'école Yagamukama (Ecole chapelle). A Gitega, tout le monde sauf ceux qui ont été accueillis dans les familles, a érigé domicile dans les anciens locaux de l'ONC (Office National de Commerce).

Sur le plan vestimentaire, la situation était aussi dramatique. Très peu de gens ont eu le temps de faire leur bagage avant de fuir. Ils ont été surpris aux champs ou dans d'autres activités variées. Le témoignage de cette personne interrogée au site de Mujejuru est à ce sujet édifiant:

> *« Avant que les bienfaiteurs nous sécourissent, nous portions des habits en haillon. Certain d'entre nous sont arrivés au camp presque nus car ils ont été dépouillés de tout leurs biens au moment de la fuite ».* [39]

[39] (G), Bamporubusa, un des déplacés du site Mujejuru, enquête menée en commune Itaba, Janvier 2006.

Plus tard, plusieurs humanitaires agissant en leur nom propre ou au nom des différentes associations philanthropiques ont essayé de subvenir aux besoins vestimentaires exprimés dans les sites mais leur apport est dérisoire.

Mal nourris, mal vêtis, mal logés et vivant dans de mauvaises conditions d'hygiène, les survivants de la guerre ont été victimes de nombreuses maladies comme le kwashiorkor pour les enfants, la gale, la dysenterie bacillaire, le choléra, la malaria, etc. Au début, ces maladies ne trouvaient pas de médicaments car presque tous les hôpitaux et dispensaires situés dans les zones d'insécurité avaient fermé leurs portes s'ils n'avaient pas été mis à sac. Les malades se contentaient uniquement de quelques comprimés offerts par les militaires sur position. Les maladies comme la dysenterie et le choléra ont endeuillé plus d'une famille.

Cette détérioration de la santé physique des rescapés s'accompagnait parfois de celle de la santé mentale, surtout que selon les spécialistes, « *il est difficile de préciser les frontières entre le psychologique et le physique. Qui peut ignorer l'interdépendance des dimensions physiques et physiologiques dans des phénomènes de bien-être et de maladie ?* ».[40]

Alors que les plaies causées par les massacres de 1993 étaient encore ouvertes, les attaques rebelles ont visé les camps des déplacés, (exemple de Bugendana et Teza pour ne citer que ceux-là). Cet état d'angoisse et de désespoir a provoqué des troubles mentales chez certains d'entre eux.

[40] (F), MARCHAND, cité par Ndayizeye, D, La crise d'octobre 1993 et ses conséquences en commune de Mbuye (1993-1996), UB FLSH, 2001, p. 76.

A ce sujet, Sylvestre Barancira affirme que «*les crises socio-politiques comme celles que traverse le Burundi s'accompagnent effectivement des traumatismes psycho-sociaux générateurs de crises mentales au sein de la population (...). Le vécu des hostilités, en tant que victime, acteur ou spectateur passif, s'accompagne d'une destruction massive de l'appareil psychique en rapport avec la faillite des valeurs morales* ».[41]

Enfin, la promiscuité et l'extrême pauvreté dans laquelle se trouvaient ces populations ont augmenté des maladies sexuellement transmissibles comme le SIDA. Des cas de relations extra-conjugales se sont multipliés avec la crise de 1993 particulièrement dans les sites des déplacés où les militaires se prostituaient aux veuves, aux femmes dont les maris sont des célibataires géographiques, aux jeunes filles, etc.
Mais selon Ngayimpenda, E :

« *Des cas de relations extra-conjugales existaient bien sûr avant la crise. Ce qui est nouveau c'est que leurs motivations purement matérielles se sont largement amplifiées. C'est que également, la promiscuité qui prévaut dans les camps ne permet plus de les entourer de la même discrétion qu'au paravent, ce qui constitue un élément nouveau et qu'autant que les hommes, les femmes seules sont aujourd'hui par nécessité matérielle ou psychologique, demanderesses des relations extra-conjugales* ». [42]

Il en résulte non seulement la dépravation des mœurs mais aussi la prolifération des maladies, comme le SIDA et la naissance des enfants en dehors du mariage.

---

[41] (S), Barancira cité par E, Ngayimpenda, « Les populations sinistrées : sept ans après » in Cahier démographique du Burundi n°14, Bujumbura, août, 2000, p.5.
[42] (E), Ngayimpenda, « Les populations sinistrées : sept ans après », in cahier démographique du Burundi n°14, Bujumbura, août 2000, p6.

B. DE LA PERIODE DE 1998 à 2006

1. Naissance des sites des déplacés en commune Itaba

Le point 6 annexe III de la convention de gouvernement du 10 septembre 1994 ne cache que « *si le retour dans leur foyer des rapatriés qui avaient quitté le pays à partir du 21 octobre 1993 ne pose pas de problème, celui des déplacés se heurte à des difficultés dans beaucoup de localités* ».[43]

Rappelons que depuis 1995, le gouvernement du Burundi avait initié un plan d'action visant la réinstallation, la réinsertion des déplacés et des rapatriés. Le Ministère de la reconstruction préconisait trois modes de réhabilitation des populations sinistrées : les personnes sinistrées seront soit réintégrées sur leur terres, soit installées sur d'autres propriétés ou dans des nouveaux sites qu'il faudra préalablement aménager[44].Ces trois alternatives étaient particulièrement liées aux conditions de sécurité, principal préalable pour la réinstallation et la réinsertion des sinistrés.

A partir de 1996, toutes les perspectives de réinstallation et de réinsertion des sinistrés ont été compromises par la recrudescence de la violence et l'imposition de l'embargo par les pays de la sous région. Il a fallu attendre l'année 1998 pour voir s'amorcer la politique de réinstallation et de réinsertion des déplacés. Il s'agit d'une opération qui demande beaucoup de moyens financiers que l'Etat n'avait pas nécessairement.
Pour mettre fin à l'incohérence et au chevauchement dans la réalisation de cette politique, le gouvernement du Burundi a dû préciser à travers sa politique générale de réhabilitation des sinistrés les missions du Ministère qui avait la question en charge.

---

[43] An., Journées de réflexion sur l'aide à la réinstallation et la réinsertion des sinistrés Burundais : stratégies opérationnelles. Escuisse de projets-pilote, p.9.
[44] An, op. cit. p. 12.

Dès 1999, ce dernier s'est mis à l'œuvre et un mouvement de retour des déplacés s'est accéléré à travers toute la commune.
Mais pour des raisons de sécurité physique et morale d'une grande partie d'entre eux, le Ministère a adopté la troisième alternative qui consiste à créer de nouveaux sites. En plus de celui de Buhoro qui existait déjà depuis 1993, deux autres sites ont vu le jour en 1998. Il s'agit de Gisikara et Mujejuru.

2. Origine spatiale des déplacés

Comme nous l'avons déjà signalé, la mobilité forcée des populations fuyant les massacres sur les collines a suivi trois directions : le choix du lieu de fuite était motivé par le souci de sécurité et la distance à parcourir pour parvenir au lieu de refuge. La campagne de réinstallation et de réinsertion des déplacés s'est également opérée en trois principaux mouvements. A l'Est, le site de Gisikara abrite les gens venus principalement des anciens foyers d'accueil situés en commune Musongati de la province Rutana . Au centre, le site de Mujejuru a accueilli ceux qui avaient fui vers la brigade de Mwanzari de la commune Makebuko en province Gitega. Enfin, au Nord, le site de Buhoro héberge les personnes venues pour la plupart de l'ONC.

A coté de ces trois principaux mouvements, un quatrième non moins important concerne les déplacés qui rentrent de leurs familles d'accueil. Parmi ceux-ci, nombreux sont des femmes et des enfants qui rentrent des différents camps militaires du pays où ils avaient rejoint leurs maris ou pères.
Ici, il est important de signaler que le choix du site est libre. Aucune contrainte n'est donc exercée à l'endroit de ceux qui rentrent. Les principaux critères de choix du site sont notamment l'accès à la propriété foncière mais aussi à une voie de communication moderne.

Ce dernier facteur est déterminant puisque le site de Mujejuru situé à proximité de la route goudronnée Makebuko-Ruyigi abrite des gens originaires des collines les plus éloignées du site pourtant proches d'un des deux autres sites. Interrogé sur la raison de sa présence dans le site des déplacés de Mujejuru pourtant situé loin de sa propriété, Nshimirimana Gilbert nous a répondu ceci:

> « *Ici je me sens plus à l'aise puisque la circulation est facile et libre. Même en cas de maladie, on peut facilement évacuer le patient si on en a les moyens* ».[45]

3. Nature et croissance des nouveaux sites.

La nature des nouveaux sites diffère de celle des anciens à tous égards: les terrains sur lesquels ils sont bâtis sont relativement vastes. Ils sont partagés dans des parcelles de dimensions égales. En plus de la surface bâtie, chaque ménage dispose d'un petit espace pouvant lui servir à des fins diverses : terrain de jeux pour les enfants, petite plantation, maisonnette pour le bétail, etc. Les maisons ont des dimensions plus ou moins égales car tous les déplacés ont bénéficié du Ministère en charge des sinistrés un nombre égal de tôles ou de tuiles. Les murs sont faits en briques adobes avec fermeture modeste. La fragilité de ces maisons les expose parfois à la rigueur du vent.

S'agissant de la croissance des nouveaux sites, elle se réalise dans le temps et dans l'espace. Plusieurs facteurs expliquent cette croissance. D'abord, elle s'explique par un regain de mariages résultant d'un ajournement de certains mariages à cause de l'insécurité sociale, du manque d'un minimum pour fonder son foyer, du désarroi qui s'était emparé de la société en prise avec la guerre.

---

[45] (G), Nshimirimana, Enquête faite à Itaba, janvier 2006.

On comprend qu'il y ait de la volonté de refaire certaines unions cassées par cette crise, que la cassure résulte du veuvage, du divorce ou de la séparation.

Enfin, ce regain peut aussi résulter de la volonté de certaines couples de remplacer les naissances perdues pendant la guerre[46].

Ensuite, les différents sites enregistrent encore de nouveaux venus. Il s'agit particulièrement des femmes et des enfants qui rentrent des différents camps militaires où ils s'étaient réfugiés à la suite de la crise, des militaires démobilisés qui regagnent leur famille dans les différents sites, etc.

Enfin, les naissances (enfants légitimes ou non), participent activement à la croissance numérique des déplacés qui s'accompagne donc de la croissance de l'espace occupée.

Tableau n°4 : L'évolution des populations déplacées en commune Itaba 2002- 2005

Nom du site	Nombre de ménage en 2002	Nombre de population en 2002	Nombre de ménage en 2003	Nombre de population en 2003	Nombre de ménage en 2004	Nombre de population en 2004	Nombre de ménage en 2005	Nombre de popula en 200
Buhoro	190	871	339	1173	317	1173	275	1057
Gisikara	237	1100	347	1221	372	1226	360	1265
Mujejuru	134	578	209	648	213	648	211	645

Source : Archives de la commission nationale de réhabilitation des sinistrés.

[46] E. Ngayimpenda, « Crise socio-politique et destruction des ménages du Burundi », in cahier démographique du Burundi, n° 13, Bujumbura, 1999, pp37-38.

Au regard de ce tableau, on remarque que plus que tous les autres facteurs déjà cités, l'insécurité favorise la croissance des sites, et par conséquent des populations déplacées. Par exemple, la période d'avant 2005 est caractérisée par une croissance du nombre de ménages.

Cette croissance est en grande partie expliquée par l'arrivée massive dans les sites de populations fuyant les affrontements entre l'armée et les rebelles du CNDD-FDD. Par contre, l'année 2005 est marquée par une forte diminution du nombre de ménages et de déplacés. Elle s'explique par le retour de certains déplacés sur leur collines respectives à la suite de la signature du cessez – le- feu entre le gouvernement et le CNDD-FDD.

4. Les conditions de vie des déplacés dans les nouveaux sites

4.1. Les conditions socio-économiques

Sur le plan social, tous les déplacés interrogés nous ont affirmé à l'unanimité que la famine bat son plein dans leurs sites et qu'aucun bienfaiteur ne vole plus à leurs secours depuis bien des mois. Même le chef de zone Gihamagara a reconnu cette famine devenue générale à la suite de la sécheresse, « *actuellement, la situation alimentaire est dramatique à cause de la sécheresse qui s'abat sur notre commune. Mais nous espérons que la situation va bientôt s'améliorer.* »[47] Son espoir se fonde sur le retour de la sécurité au lendemain de la signature d'un cessez-le feu entre le gouvernement et le principal mouvement rebelle. Cette sécurité va permettre à la population d'exploiter efficacement leurs champs.

[47] (G), Nkeshimana, actuel chef de zone Gihamagara, Itaba, janvier 2006.

Seules les personnes qui vivent dans les sites éprouvent encore des difficultés puisque leurs propriétés sont souvent situées loin de leurs habitations. Les personnes interrogées se réjouissent de la réouverture de tous les services sociaux (dispensaires, écoles) mais déplorent qu'ils soient encore insuffisants en quantité et en qualité.

Aussi, sont-ils parfois inaccessibles à cause des faibles revenus de ces indigents. Ils se réjouissent également d'une nette amélioration de leurs logements et des conditions d'hygiène.

Une personne interrogée explique cette amélioration en ces termes :

> « *A Mwanzari, nous vivions dans des sheetings et plusieurs familles partageaient un même sheeting. Les toilettes étaient insuffisantes et les déchets traînaient un peu partout à l'intérieur et à proximité du site. Actuellement, presque toutes les familles ont une maison plus ou moins décente. Les présents sites des déplacés sont aérés. Néanmoins, le sol de notre site est caillouteux, ce qui rend difficile le creusement des toilettes* ».[48] Ils affirment enfin que la cohabitation est actuellement bonne entre les personnes vivant dans les sites et leurs anciens voisins restés sur les collines. Cette entente se manifeste à travers l'assistance mutuelle, l'échange des cadeaux, l'invitation à des fêtes heureuses ou malheureuses, etc. Ils reconnaissent néanmoins que les différends ne manquent pas. Les plus fréquents sont notamment dus à la mésentente entre un mari et sa femme, à l'ivresse, aux dégâts causés par le bétail sur les champs des voisins, etc. Dans pareils cas, les Bashingantahe interviennent et tranchent l'affaire à l'amiable sans que les relations entre les protagonistes ne soient compromises.

[48] (D), Ndayisenga, un des déplacés de Mujejuru, Itaba, Janvier 2006.

On a déjà vu que sur le plan économique, les revenus des déplacés ont sensiblement diminué avec la crise de 1993. Face à l'incapacité de mettre efficacement en valeur leurs terres, des astuces sont inventées : location moyennant une certaine somme d'argent, donner une propriété à exploiter en contre partie d'une partie de la récolte, etc.

Les cultures de rente comme le café ne sont plus bien entretenues alors qu'elles généraient des revenus importants. Presque tout le bétail a été emporté par la crise alors qu'il constituait un appoint économique indéniable surtout dans des moments particuliers comme en cas de maladie, d'achat du matériel scolaire, de paiement du minerval, etc.

4.2. Les conditions psycho-sociologiques

Si les retombées économiques et sociales de la crise sont les plus visibles et les plus faciles à appréhender, ses conséquences psychologiques n'en sont pas moins dramatiques et posent le problème du devenir d'un grand nombre de survivants et plus particulièrement celui des veuves et d'orphelins. Les orphelins représentent l'un des groupes les plus vulnérables parmi les populations touchées par la guerre. On ne dispose d'aucun chiffre sur le nombre d'enfants victimes des violences de masse dont le pays a été le théâtre. Mais parmi les survivants, il y en a qui souffrent encore de traumatisme et de mauvaises conditions de vie. Le traumatisme vécu se lit à travers un certain nombre de comportements pathologiques tels que le repli sur soi, l'agressivité envers l'autre ainsi qu'une série d'autres comportements négatifs comme la consommation des stupéfiants, le vol, le viol, etc.

Certains de ces enfants se trouvent actuellement sous la responsabilité d'un adulte (un parent, un voisin) ou d'une association philanthropique. Beaucoup d'autres sont seuls.

Peu de choses ont été déjà faites pour bien comprendre leurs besoins psychosociaux et y répondre, les mécanismes de solidarité traditionnels n'ayant pas réussi à les aider comme il convenait. La population adulte n'a pas été épargnée des troubles psychosociologiques. Les nouveaux comportements et habitudes de la vie acquis dans les camps risquent d'être préjudiciables à la stabilité des familles.

Nous avons déjà montré que la déstabilisation qu'a connue la cellule familiale a profondément modifié sa composition, son organisation et la façon dont elle assume ses rôles. La promiscuité qui prévaut dans les camps induits des changements de comportements et de mentalités parmi les adolescents habitués à partager l'espace réduit avec leurs parents. Ces changements se traduisent entre autres par le vagabondage sexuel et la prostitution.

Certains déplacés manifestent également la mélancolie à cause de leurs disparus. Ils éprouvent enfin la nostalgie de retrouver leurs anciennes propriétés. Cette nostalgie s'exprime à travers les paroles et les actes. Dans les paroles, ils évoquent chaque fois le passé comme référence d'une vie paisible. Ce genre d'agissement est proche de celui des paysans « munzeriens » décrit par Ernest Block dans « Thomas Munzer » et cité par André Birabuza :

> « *Il fallait que les choses non seulement tournassent à leur avantage mais qu'elles reviennent exactement au point où elles furent autrefois, lorsqu'ils étaient encore des hommes libres, au sein de leurs communautés* ».[49]

Dans les actes, la nostalgie s'exprime à travers de petits champs créés ici et là à l'intérieur des sites et à travers l'effort de repeuplement du bétail.

---

[49] (A), Birabuza, le mal burundais ou l'involution d'une vieille nation, édition de da la renaissance, Bujumbura, 1999, P.10.

Selon Tournier : « *(...) l'homme peut souffrir aussi d'un bouleversement de son lieu et cela déjà dans des conditions normales. Si le bouleversement dépasse sa capacité d'adaptation car l'homme s'attache à son lieu et s'y intègre. Il incorpore son lieu à sa personne, il l'intériorise en lui-même en sorte qu'on ne peut pas toucher à son lieu sans enbranler sa personne* ».[50]

Les déplacés sont donc tourmentés d'avoir quitté leurs propriétés qui constituaient leur principale source de vie et de revenus. Ils n'ont actuellement aucun espoir de s'y réinstaller définitivement. Malgré les nombreuses tentatives de les réinstaller sur leurs collines d'origine, le constat est que les sites sont d'une manière générale devenus de véritables villages qu'aucun pouvoir public n'oserait démolir. Très peu d'alternatives sont d'ailleurs proposées, ce qui laisse finalement la place à la débrouillardise.

[50] (P), TOURNIER, cité par Ndayizeye, D, op. cit. p. 80.

CHAP. III : PROCESSUS DE READAPTATION SOCIO-ECONOMIQUE DES DEPLACES DE LA COMMUNE ITABA

Selon le dictionnaire Larousse, « réadapter » signifie adapter à une nouvelle situation, à un nouvel état. Selon le même dictionnaire, « se réadapter » signifie s'adapter de nouveau. Pour le cas des déplacés qui nous intéresse, leur réadaptation consiste non seulement à reprendre les activités socio-économiques d'antan mais aussi à développer de nouvelles stratégies en vue de faire face aux effets pervers de la guerre dont ils ont été victimes.

A. LES FACTEURS FAVORABLES A LA READAPTATION SOCIO-ECONOMIQUE DES DEPLACES

Ils sont de trois ordres : le retour progressif de la sécurité sur presque toute l'étendue nationale, la prise en main par le gouvernement du processus de réhabilitation des déplacés et la réduction de l'aide alimentaire.

1. Retour progressif de la sécurité

La sécurité reste un impératif pour la réalisation de toute entreprise humaine. Sans celle-ci, même la réadaptation des déplacés est impossible.Conscient de cet impératif, le gouvernement du Burundi a toujours inscrit à son agenda la question de sécurité pour permettre la réinstallation et la réinsertion des déplacés et des rapatriés.

Par exemple, la convention de gouvernement signé le 10 septembre 1994 précise dans l'annexe III que :

> « *Un dialogue doit être établi entre les populations déplacées, celles restées sur les collines et celles rapatriées en vue de s'attaquer à la méfiance et suspicion réciproques et de restaurer les meilleurs conditions pour une vie commune* ».[51]

Dans l'annexe IV de la même convention, il est recommandé :

> « *D'encadrer efficacement les déplacés et les rapatriés pour les acheminer vers l'auto-prise en charge et leur inculquer l'idéal de paix et de réconciliation nationale* ». [52]

C'est dans ce dessein de rétablir les conditions optimales de sécurité que des campagnes de pacification ont été effectuées conjointement par le gouvernement et le parlement issus de la convention du gouvernement. Ces campagnes ont à terme produit des effets positifs sur la réadaptation des déplacés puisque pour la première fois depuis le déclenchement de la crise, ils sortent de leur site vers leurs collines respectives. Certes, cette ouverture a été timide au début mais elle s'est progressivement améliorée au fur et à mesure que la confiance se rétablissait. Toutefois , dès 1996 les perspectives d'une réadaptation effective ont été compromises par la multiplication des attaques rebelles. Dès lors, toutes les activités des déplacés se déroulaient au rythme de la sécurité.

Il a fallu comme il a été déjà dit, attendre l'année 2005 avec la signature du cessez-le feu entre le gouvernement et le CNDD-FDD qui opérait entre autres à Itaba pour voir se restaurer les conditions sécuritaires favorables à la réinsertion socio-économique des sinistrés.

---

[51] An., op.cit., p.9.
[52] Idem. P.9.

2. La politique gouvernementale de réinstallation et de réinsertion des sinistrés

Depuis la convention de gouvernement signé le 10 septembre 1994, le gouvernement du Burundi s'est toujours montré favorable à la réinstallation, la réinsertion des sinistrés de guerre. Par exemple, dans l'annexe IV de cette convention, les signateurs s'engagent à :

- Veiller à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations déplacées et rapatriées ;
- Oeuvrer en faveur du retour des déplacés et des rapatriés sur leurs collines par une administration rassurante et une population solidaire ;
- Résoudre les questions sociales posées aux catégories vulnérables : orphelins, veuves et personnes âgées.

On n'est pas bien sûr dupe sur l'écart qui a prévalu entre le discours et l'action.

Pour gagner ce pari, le gouvernement a dû créer le 5 octobre 1994 un Ministère spécialisé. Organisé par le décret 100/043 du 7mars 1996, ses missions devinrent claires et précises à travers la politique sectorielle de réhabilitation des sinistrés burundais. Tel qu'il est repris dans le rapport définitif sur la « stratégie nationale de réinstallation et de réinsertion des personnes sinistrées au Burundi » paru en septembre 2002, ledit ministère s'engage à travers cette politique sectorielle de mener plusieurs actions. C'est entre autres:

- Elaborer, exécuter et coordonner la politique nationale de réinstallation, de réinsertion et de rapatriement des réfugiés ;
- Promouvoir une politique dynamique de rapatriement des réfugiés ;
- Coordonner la gestion des aides destinées aux déplacés de guerre et aux rapatriés ;
- Résoudre les questions sociales posées aux victimes de guerre ;
- Satisfaire les besoins fondamentaux de la population sinistrée ;

- Coordonner l'action humanitaire menée par l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux en faveur des sinistrés ;
- Contribuer à la sécurité des sinistrés ;
- Participer à la campagne de sensibilisation à la tolérance et à la cohabitation pacifique.

La question qu'on peut se poser ici sans nécessairement en avoir un élément de réponse est de savoir si le ministère avait les moyens de ces actions.

On sait qu'en vue de rendre plus opérationnel le MRRDR, l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation prévoyait la création d'une Commission nationale de réhabilitation des sinistrés (CNRS). Les négociateurs d'Arusha recommandent au gouvernement de :

> « *Créer et mettre en place une commission nationale qui a pour mandat d'organiser et de coordonner avec les organisations internationales et les pays d'asile, le rapatriement des réfugiés et le retour des sinistrés, de les aider à se réinstaller et à se réinsérer et de traiter toute autre question telles qu'elles sont énumérées dans le rapport de la commission IV de l'accord d'Arusha. Elle élaborera un plan de priorité à cette fin* ». [53]

L'article 9 du même chapitre du protocole IV stipule :

> « *Il est créé un fonds national pour les sinistrés, alimenté par le budget national et par des dons d'organismes de coopération bilatérale et multilatérale ou par des aides d'organisations non gouvernementales* »[54]. Sur le plan théorique toutes les dispositions avaient été élaborées pour permettre le retournement positif de la situation.

---

[53] (A) Hatungimana et alii, Rapport définitif sur la stratégie nationale de réinstallation et de réinsertion des personnes sinistrées au Burundi, Septembre 2002, P.24.
[54] Ibidem,

L'Accord d'Arusha insiste en outre sur les groupes vulnérables quand il donne le mandat au gouvernement d' « *assurer à travers une assistance spéciale la protection, la réhabilitation et la promotion des groupes vulnérables à savoir des enfants chefs de familles, des orphelins, des enfants de la rue, des enfants non accompagnés, des enfants traumatisés, des veuves, des femmes chefs de ménages, des jeunes délinquants, des handicapés physiques et mentaux* ». [55]

La CNRS a été dissoute il y a deux ans et le MRRDR est devenu le Ministère de la solidarité nationale des droits de l'homme et du genre.

Il garde en partie les attributions de l'ancien Ministère. Quelles que soient les structures, il a été toujours difficile de garantir l'adéquation entre les moyens disponibles pour la réhabilitation de ces populations déshéritées et l'évolution croissante de leurs effectifs. Aujourd'hui, plus qu'hier, leur prise en charge par les pouvoirs publics est quasi impossible à l'état actuel des finances de l'Etat. La situation est d'autant plus préoccupante que le regard est tourné vers une communauté internationale qui conditionne son aide aux évolutions politiques, aux demeurant très fluctuantes et souvent imprévisibles.

Bien que le gouvernement du Burundi soit resté préoccupé par la question des déplacés, cette question reste encore posée et sa pertinence exige au même Gouvernement de s'impliquer davantage pour une solution durable au problème.

3. Le tarissement de l'aide alimentaire

Il a été prouvé que l'aide alimentaire prolongée est à la fois positive et négative. De même qu'elle soulage la misère de la population bénéficiaire, elle risque d'enlever à ceux qui la reçoivent tout stimulant à agir eux-mêmes pour améliorer leur situation.

---

[55] Idem, p. 24.

Sur le plan moral, elle crée des êtres dépendants, dépourvus de tout sens de créativité et comptant plus sur les autres que sur eux-mêmes. Malgré le retour progressif de la sécurité, certains déplacés ont eu du mal à se réinsérer dans la vie socio-économique d'antan. Ils avaient déjà développé une certaine accoutumance à l'aide alimentaire.

A ce sujet, l'administrateur d'Itaba déplore que « le jour du rendez-vous de l'octroi de l'aide alimentaire qui devrait pourtant avoir lieu dans l'après-midi, certains déplacés préféraient rester à la maison en attendant que l'heure sonne pour aller s'approvisionner auprès du donateur plutôt que d'aller cultiver le matin et se rendre au lieu convenu le moment opportun ». [56]

Conscient des dangers d'une telle situation sur l'avenir des déplacés et du pays, le gouvernement et ses partenaires ont dû réduire l'aide alimentaire en vue de contraindre les bénéficiaires à prendre en mains leur destin. Le gèle de l'aide se faisait alors au rythme du retour de la sécurité. Cette mesure éducative a produit des effets escomptés puisque dès lors, ils ont appris à voler de leurs propres ailes. Progressivement, ils ont été amenés à vivre de ce qu'ils produisent et non de ce qu'ils reçoivent des mains des autres. Ils ont mis fin à la passivité synonyme d'une mort lente.

[56] Nzeyimana (E), L'administrateur de la commune Itaba. enquête faite en janvier 2006.

B. LA PLACE DES ACTEURS DANS LA DEFINITION D'UN NOUVEAU VECU

Par acteur nous entendons : « *toute autorité, tout organisme, tout groupe et même, à la limite, toute personne susceptible de « jouer un rôle » dans le champ social. Tenir un rôle peut consister à prendre une décision, à entreprendre une action ou même tout simplement à exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir de décision et de force matérielle* ».[57]

Compte tenu de cette définition, on ne pouvait pas encore parler d' « acteur » durant les premières semaines de la crise. Les déplacés n'avaient bénéficié d'aucun secours à cause de l'insécurité grandissante.

Avec la création du MRRDR en octobre 1994, plusieurs acteurs ont commencé à s'intéresser aux sinistrés à travers différentes actions. Les déplacés furent les premiers à se prendre en charge. Sont venus ensuite le gouvernement à travers son Ministère, les organismes internationaux et ONG's, les confessions religieuses, les associations communales, etc. Quelle est donc la place de chacun d'eux dans le processus de réadaptation socio-économique des déplacés dans la commune Itaba ?

1. Les déplacés

La place des déplacés est déterminante dans le processus de leur réadaptation socio-économique puisqu'ils sont des acteurs bénéficiaires. En effet, cette réadaptation n'était possible qu'en cas de sécurité minimale. En tant qu'acteurs- bénéficiaires, les déplacés devaient d'abord manifester leur volonté en faveur du retour de la sécurité, à travers par exemple des actes de réconciliation avec leurs anciens ennemis.

---

[57] Marcel Merle, Sociologie des relations internationales, 4éd, Paris, Dalloz, 1978, p.20.

Ensuite, ils devaient accepter de participer activement à la reconstruction des infrastructures socio-économiques détruites par la guerre. Enfin, ils ont adhéré à des politiques gouvernementales de développement et aux autres projets de relance économique initiés par les partenaires nationaux et internationaux. Nous reviendrons sur les voies de réadaptation qu'ils ont empruntées dans les pages qui suivent.

2. Le gouvernement

Le gouvernement à travers le MRRDR, occupe également une place de choix car il est à la fois planificateur et exécuteur des plans de réinstallation et de réinsertion des sinistrés. Il est le premier acteur national sur la scène internationale. Il coordonne toutes les activités de tous les intervenants dans le domaine des sinistrés, en évalue les résultats, entreprend des réformes structurelles et opérationnelles. Nous aurons l'occasion d'en évaluer les actions.

3. Les organismes internationaux et ONGs

La tâche de réinstallation et de réinsertion des victimes de guerre est tellement immense que le gouvernement seul n'y parviendrait pas.
Il sollicite souvent l'aide technique et matérielle auprès des organismes internationaux et des ONG's. Ils sont donc des acteurs par excellence de la réadaptation socio-économique des personnes concernées par le déplacement consécutif à la guerre. C'est par leur action que des maisons ont été construites et des infrastructures sociales (écoles, centres de santé et hôpitaux, etc.) ont été réhabilitées, comme on le verra.

4. Les confessions religieuses

La place des confessions religieuses est très déterminante particulièrement au Burundi où presque la totalité de la population se réclame croyante. La contribution de l'église est avant tout d'ordre morale. L'église est le lieu privilégié pour la mobilisation au pardon et à la réconciliation qui est le passage obligé pour une réadaptation socio-économique effective des déplacés. Néanmoins, la réconciliation ne suffit pas à elle seule, elle doit être accompagnée par d'autres actions visant à soulager la misère des gens.

C. NATURE DES ACTIONS MENEES PAR LES DIFFERENTS ACTEURS

Par ici, nous n'entendons pas faire un inventaire exhaustif des activités qui ont été réalisées dans le cadre de la réadaptation socio-économique des déplacés. L'objectif est de donner une idée sur la part de chacun des acteurs dans cette entreprise aussi complexe qu'immense.

1. Action des déplacés

1.1. Construction des maisons

Selon l'approche participative initiée par le MRRDR, les déplacés prirent part à la construction de leurs maisons. Par ses propres moyens, chaque déplacé devait élever les murs et disponibiliser les bois pour la charpente. La toiture et les portes étaient offertes gracieusement par le gouvernement. Ils participaient également aux travaux de réhabilitation des infrastructures sociales comme les écoles, les centres de santé, etc. L'essentiel était d'amener les bénéficiaires à contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'implication des déplacés avait aussi un but pédagogique : désolé par la guerre, le risque de se décourager et donc de baisser les bras était grand. C'est par ce genre d'initiative qu'ils allaient reprendre le goût du travail.

1.2. Reprise des activités agricoles

Selon les résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 1990, l'agriculture occupe 93% de la population burundaise. Avec l'éclatement de la crise de 1993, une partie non moins importante de cette population a été forcée à l'exil où elle vivait à la merci des « bienfaiteurs », comme se fut le cas des gens d'Itaba.
Actuellement, avec le retour effectif de la sécurité, tous les déplacés interrogés affirment qu'ils ne ménagent aucun effort pour se réinsérer socialement et économiquement.

Selon Ndayisenga Déo, leur rôle consiste à reprendre les activités agricoles et surtout à entretenir les caféiers qui constituaient autrefois une véritable source de revenus[58].

Malgré cette ferme volonté de se réinsérer économiquement, certaines personnes déplacées éprouvent encore des problèmes liés à la distance. Les sites d'accueil sont parfois situés à environ 10 km des champs. Pour pallier à ce problème de distance, ils ont développé deux principaux mécanismes d'exploitation de leurs propriétés. Le premier consiste à exploiter eux-mêmes la propriété. C'est l'exploitation dite directe. Ils quittent les différents sites le matin pour rentrer le soir. Dans ce cas, les camps deviennent des « sites – dortoir ».

[58] Ndayisenga Déo, enquête faite en commune Itaba, janvier 2006.

Le deuxième consiste à exploiter eux-mêmes une partie de la propriété et à céder une autre partie à une personne nécessiteuse en échange des travaux ou d'une certaine somme. Avec la somme reçue, ils paient les travaux comme la production vivrière ou l'entretien des caféiers. C'est l'exploitation dite semi directe.

En plus de ces principaux mécanismes, des mécanismes secondaires sont individuellement adoptés par les déplacés. Par exemple, certains d'entre eux louent des propriétés situées à proximité de leurs sites en vue de faire face à la baisse de la production consécutive à l'éloignement de leurs propriétés.

Enfin, tous les ménages essaient d'exploiter au maximum les petites parcelles reçues des pouvoirs publics. Certains des sites de la commune Itaba (Gisikara et Buhoro) offrent l'image de villages ruraux. Certaines des maisons en agglomération se perdent au milieu des bananeraies. Ailleurs comme à Mujejuru où le sol est généralement caillouteux, on observe des touffes de bananeraies éparpillées ici et là selon la nature du sol. Les plantes les plus cultivées sont le haricot, la patate douce, le maïs, le bananier, le manioc, etc. Les déplacés interrogés déplorent que le manioc qui intervenait efficacement dans l'alimentation de la population surtout pendant la période de soudure est en voie de disparition suite à l'invasion de la mosaïque.

1.3. Repeuplement du gros et du petit bétail à l'intérieur des sites des déplacés

Au Burundi, l'agriculture et l'élevage sont deux activités complémentaires. Mais très peu de gens sont restés avec leurs troupeaux, pour des raisons déjà évoquées (vol, vente pour répondre aux besoins pressant du numéraire, etc.).

Actuellement, conscient du rôle du bétail dans l'agriculture, les camps s'efforcent de remplacer le bétail pillé. Mais faute de moyens et de pâturages, la majorité des ménages se contente du petit bétail.
Chaque famille a indépendamment de ses revenus au moins une chèvre, un mouton ou quelques volailles.

Il faut dire que les vaches sont rares dans tous les trois sites visités. Elles sont le monopole de ceux qui sont parvenus à fuir avec quelques têtes ou ceux qui en ont rachetées. Il est vrai que le nombre de gros bétail a sensiblement diminué dans tout le pays. Selon les chiffres officiels, le Burundi a perdu depuis 1993 jusqu'en 1996, 70.000 têtes de gros bétail et 436.898 têtes de petits bétails[59]. Sans une politique nationale de repeuplement du bétail, pour appuyer l'effort de la population, le domaine de l'élevage risque de souffrir pour longtemps au grand dam d'une population toujours en quête de protéines animales et de fumier nécessaire à l'accroissement de la production agricole.

1.4 Le Commerce

Bien que ce soit une activité qui nécessite un capital, certains locataires des camps s'arrangent pour faire du petit commerce qui n'exige pas un grand fonds de déroulement. Ils le font soit individuellement, soit par petit groupe. L'activité commerciale est dominée principalement par les produits de boutique d'usage courant, des produits de la BRARUDI et particulièrement de la vente de la bière locale, l' « urwarwa ».

Les clients sont composites. Ce sont surtout les déplacés et les gens des alentours des différents sites. Pour le cas des produits de la BRARUDI dont le prix est relativement élevé par rapport aux revenus de la plupart

[59] Kabeya, T. et alii, Les effets de la crise socio-politique, sur l'environnement au Burundi. Diagnostic-persepectives socio-économique, PNUD, Bujumbura, janvier 1996, pp.89-90.

des paysans, les clients plus ou moins réguliers sont les fonctionnaires des différents services de la commune ainsi que les militaires.

Les revenus tirés de ce petit commerce servent à acheter des habits, des ustensiles de cuisine, au paiement du minerval pour les élèves, à payer les soins de santé, la main-d'œuvre, etc.

Cette activité reste toutefois marginale rare étant les personnes capables de mobiliser de gros capitaux. Dans ce commerce, le vélo reste le moyen de déplacement le plus exploité particulièrement pour les produits de boutique dont l'approvisionnement se fait à partir de la ville de Gitega. Il est également plus utilisé par les commerçants de la bière locale, parfois obligés de parcourir des dizaines de kilomètres pour parvenir sur les lieux de brassage.

1.5. Regroupement dans des associations

Avant la crise de 1993, les associations de développement ou de lutte contre le Sida étaient pratiquement méconnues en commune Itaba. Seules prédominaient les associations à caractère politique comme la J.R.R, U.F.B etc. Plus les conditions de vie se sont dégradées, plus la population a senti la nécessité de se mettre ensemble pour conjuguer leurs efforts.

Selon les résultats de notre enquête, les associations les plus opérantes dans les différents sites de déplacés sont :

- **Turemeshanye** : Elle compte 99 membres et s'occupe de l'élevage des porcs ainsi que la commercialisation de la bière Primus. Les membres sont des hommes, des veufs/veuves et des orphelins.
- **Dusangire ikivi n'ikiyago** : Elle s'occupe de la culture des herbes fourragères dont le commerce est florissant particulièrement pendant la saison sèche.
- **Dutegure kazoza** : Elle regroupe des hommes et des femmes autour des cultures maraîchères.

- **Dufatane mu nda** : Les membres de cette association s'entraident mutuellement par exemple dans les travaux champêtres moyennant une rémunération symbolique de 50Fbu. Elle regroupe toutes les composantes sociales et bénéficie du soutien de USAID-PADICO.
- **Twungurane** : Elle s'occupe de la culture de la pomme de terre destinée au marché.
- **Abaremeshakiyago** : C'est une association locale de lutte contre le Sida.

Cette liste n'est pas exhaustive puisque les associations naissent et disparaissent au gré des circonstances. Aussi, nos informateurs n'ont pas été eux-mêmes capables de donner les noms de toutes les associations opérant dans leurs sites.

Lors de notre enquête, certains déplacés nous ont affirmé qu'ils ne sont dans aucune association puisqu'ils n'y verraient aucun intérêt. Même ceux qui s'y trouvent déplorent qu'ils soient souvent laissés pour compte. Ils ne bénéficient ni du soutien du gouvernement ni de celui des ONG's. Par conséquent, plusieurs associations disparaissent juste après leur naissance.

2. Action du gouvernement

2.1. Création du Ministère en charge de la réinstallation, réinsertion des déplacés et des rapatriés

Depuis la convention de gouvernement du 10 septembre 1994, la question des sinistrés a préoccupé les différents gouvernements qui se sont succédés. Compte tenu de la délicatesse de cette question pour la stabilité de la nation burundaise, le gouvernement a jugé bon de mettre en place une structure qui s'occupera plus particulièrement de la question des sinistrés. C'est ainsi que le MRRDR fut créé en octobre 1994.

En plus de l'accueil et de la réinsertion des réfugiés burundais, il allait s'occuper des déplacés et des dispersés intérieurs. Ses domaines d'intervention étaient variés : logement, santé, éducation, alimentation, etc.

2.2. Appui à la construction des maisons pour les déplacés

En commune Itaba, la crise a été tellement meurtrière que les perspectives de voir les déplacés retourner sur leurs collines sont très limitées. Il revenait donc au MRRDR de choisir de nouveaux sites sur lesquels les réinstaller. Après le travail d'identification et d'aménagement, il a, en collaboration avec les déplacés et d'autres partenaires internationaux, érigé en 2002, 561 maisons pour les populations victimes de la guerre. En 2005, les trois sites totalisaient 846 maisons construites dans le même cadre de la réinsertion sociale des sinistrés.

Le rôle du Ministère consistait à fournir des tôles ou des tuiles et des clous. En principe, chaque ménage devait avoir trente tôles mais en réalité il n'en a eu que 28 tôles. A ce sujet, tous les déplacés interrogés jugent que les aides profitent plus aux distributeurs qu'aux bénéficiaires.

Dans le cadre de la reconstruction nationale, le gouvernement du Burundi à travers le MRRDR, en collaboration avec d'autres partenaires nationaux et internationaux a également réhabilité trois écoles primaires (Gisikara, Kivoga et Itaba) et un centre de santé, celui de Buhinda. Trois nouvelles infrastructures scolaires (Macu, Kanyonga, Gihamba) ont été construites en vue de réduire la distance parcourue par les écoliers et de ce fait accroître le taux de scolarisation jugé très faible. Dans le domaine de la santé, un nouveau centre de santé, celui de Gisikara a été construit à proximité du site.

2.3. Distribution de la carte d'assurance maladie aux indigents

Pour permettre aux sinistrés d'accéder aux soins de santé, le MRRDR a procédé à la distribution des cartes d'assurance maladie à tous les sinistrés. Néanmoins, malgré cette volonté du gouvernement d'améliorer la santé des indigents, les cartes étaient parfois refusées. Par exemple, dans plusieurs hôpitaux et dispensaires à autonomie de gestion ou privés, on exigeait le payement avec de l'argent liquide.

Bref, cette mesure combien louable manquait des mesures d'accompagnement comme la subvention de l'Etat aux dispensaires et aux hôpitaux. Actuellement, ces cartes d'assurance maladie ne sont plus acceptées dans presque toutes les institutions sanitaires du Burundi. Les déplacés interrogés nous ont affirmé qu'ils sont parfois dans l'incapacité de se faire soigner car les soins de santé sont devenus chers en dehors de toute activité génératrice de revenus.

2.4 Paiement du minerval et octroi du matériel scolaire aux élèves indigents par le MRRDR

Comme dans le domaine de la santé, le MRRD a assisté les élèves sinistrés en vue de leur permettre de poursuivre leurs études. Sa contribution consistait au paiement du minerval et à l'octroi du matériel scolaire. Néanmoins, cette aide posait un certain nombre de problèmes ; nous en retenons deux : d'une part, l'octroi de l'attestation d'indigence était entachée de beaucoup d'irrégularités au niveau de l'administration communale et l'arrivée du matériel scolaire accusait un grand retard d'autre part. Le tableau repris à la page suivante montre l'irrégularité du MRRDR dans l'octroi du matériel scolaire.

Tableau n° 5 : matériel scolaire fourni par le gouvernement en 2001

Articles	Unités	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Cahiers	Pièces	3800	958	-	408
Stylos	Pièces	40	-	49	85
Crayons	Pièces	-	-	50	37
Crayons de couleurs	Boîtes	-	-	2	2
Gommes	Pièces	-	26	6	
Boîtes mathématicales	Boîtes	-	-	21	2

Source : MRRDR, Direction de la gestion des aides

Actuellement, certains déplacés déplorent que leurs enfants ne bénéficient plus de cette attestation d'indigence alors qu'ils n'ont pas changé de statut de sinistrés.

2.5. Protection des déplacés

La politique de réhabilitation des sinistrés a été initiée alors que la paix et la sécurité n'étaient pas encore garanties. Par exemple, les camps des déplacés Tutsi étaient régulièrement la cible des attaques rebelles. Les sorties punitives des jeunes des camps et les tueries dans les champs pour décourager toute exploitation foncière par les Tutsi étaient monnaie courante.

C'est dans ce contexte d'insécurité grandissante que le gouvernement, à travers le Ministère de la Défense Nationale a déployé les militaires dans les zones d'insécurité. Ainsi, les déplacés de la commune Itaba ont bénéficié la protection des forces armées. Notons toutefois que ces mêmes militaires étaient parfois sources d'insécurité.

Certains d'entre eux se livraient à des actes de pillage sur les collines proches de leurs positions. Ils s'immisçaient souvent dans les affaires administratives et n'hésitaient pas d'user de la violence.

Parfois, ils infligeaient à la population des punitions dégradantes pour des fautes aussi simples que la bagarre entre le mari et sa propre femme, l'absence à la ronde ou la non fourniture de bois de chauffage, etc. Actuellement, la sécurité est assurée par les éléments de la police nationale mais ils sont en nombre réduit consécutivement à l'amélioration de la sécurité. Comme les militaires qu'ils avaient remplacés, les policiers se rendent parfois coupables des actes de vol à main armée, de violes, de tortures, etc.

3. L'action des organismes internationaux et des ONG's

Durant cette période de crise, plusieurs organismes internationaux, ONG's locales et internationales ont été aux côtés des déplacés. Plusieurs activités ont été menées dans des domaines très variés en vue de soulager la misère des sinistrés.

Voici le tableau synthétique d'actions qui ont été réalisées par certains organismes nationaux, internationaux et ONG's en faveur des déplacés de la commune Itaba :

Tableau n° 6 : Actions menées par les organismes nationaux, internationaux et ONGs en faveur des déplacés de la Commune Itaba

Organismes nationaux, internationaux et ONG's	Nature d'actions menées	Appréciation des bénéficiaires
PAM	Distribution des vivres (haricot, riz, grains de maïs, huile etc.) et des ustensiles de cuisine.	Tous les déplacés interrogés saluent l'action du PAM mais déplorent que l'aide était irrégulière et insuffisante. Ils regrettent également que le PAM ne les accompagne plus dans leur réinsertion socio-économique.
Croix rouge	Appui aux centres de santé.	Pour les déplacés, cette action était bonne mais elle n'a pas duré.
ASSEJEGI	Distribution des chèvres aux filles-mères et des machines à coudre.	Certains déplacés désapprouvent cette action car elle risque de porter préjudice aux valeurs culturelles. Elle est perçue comme un encouragement à la dégradation des valeurs et bonnes mœurs du Burundi ancien.
G.T.Z	-Distribution des chèvres (300 femelles et 40 mâles de races locales) -Distribution des tôles	Certains se lamentent que les critères de distribution de ces aides ne sont pas objectifs. Mais, en général, on se réjouit des activités de cette ONG en commune Itaba.
ODAG	Distribution des semences et des houes.	Ils saluent cette action mais regrettent que les semences arrivent un peu tardivement et en quantité insuffisante.
CPRS	Encadrement des associations locales de lutte contre le SIDA (Abaremeshakiyago).	Ils se réjouissent de cette action mais demandent que les malades soient assistés.

SOLIDALITE et STAMM	Construction des fontaines d'eau dans le site des déplacés de Mujejuru.	Les bénéficiaires interrogés de ce site saluent l'œuvre grandiose de ces deux ONG's. L'ancienne fontaine se trouvait au bas fond du site et ils éprouvaient beaucoup de difficultés à escalader la montagne plusieurs fois par jour.
PADICO	- Organisations des formations aux métiers. - distribution du matériel de métier (machine à coudre) - Sensibilisation à la réconciliation et au retour à la paix.	Les déplacés et plus particulièrement les jeunes qui n'ont pas continué leurs études saluent les activités de cette ONG. Ils demandent que des ateliers soient construits pour tirer profit de leur formation.
FIDA/APRS	- Distribution des chèvres pour appuyer les vulnérables deux lots (300 chèvres en 2004 et 200chèvres en 2005) - Distribution des chèvres à crédit : 75 chèvres à raison de trois chèvres par ménage dont 2 boucs de race alpine - Distribution des vaches : 41vaches composées de deux taureaux géniteurs ont été distribués fin 2004.	Les déplacés saluent les actions déjà réalisées mais déplorent que certaines aides sont discriminatoires. Par exemple seuls les gens restés sur les collines bénéficient des vaches à cause des conditions imposées par les donateurs : avoir quelques hectares d'herbe fourragère.

Source : Enquête personnelle auprès des déplacés et des autorités administratives.

La liste des organismes nationaux, internationaux et ONG's opérant dans les différents sites n'est pas exhaustive. Nous n'avons cité ici que ceux qui ont retenu l'attention de nos informateurs.

A voir le nombre de ces ONG's, on pourrait penser que les déplacés de la commune Itaba sont très gâtés. Mais en réalité, on regrette que certains humanitaires, au lieu d'étendre leurs champs d'action, se bousculent dans un même domaine alors que les besoins sont nombreux et variés. On déplore enfin qu'au lieu d'amener les déplacés à se prendre en charge dans l'avenir ils se contentent encore des aides passagères renforçant ainsi le sentiment d'éternel assistés très présent chez ces populations déplacées.

4. L'œuvre des confessions religieuses

Comme les autres acteurs précédemment évoqués, les confessions religieuses ont menées plusieurs actions en faveur des sinistrés burundais. Leur action a été avant tout d'ordre moral. Convaincues que la réinsertion socio-économique des sinistrés est un vain mot sans la réconciliation, elles se sont investies davantage dans la réconciliation des Burundais. Plus que jamais, elles prêchent l'amour du prochain et le pardon. Elles ont participé aussi à la distribution de l'aide alimentaire et non-alimentaire. Par exemple, les déplacés de l'ancien site de Mwanzari nous ont affirmé que l'Eglise protestante leur a donnés une aide de ce genre. Les différentes confessions religieuses interviennent également dans le domaine de l'éducation. Certaines écoles dites ''écoles sous convention'' sont gérées en partie par les religieux (es). Elles y dispensent une formation humaine et intellectuelle. Elles appuient enfin le gouvernement dans le domaine de la santé. Certains dispensaires et hôpitaux sont gérés par les religieux(e)s. Citons à titre d'exemple, le dispensaire de Buhoro géré par l'Eglise catholique, l'hôpital de Kibuye construit et géré par l'Eglise libre méthodiste. Le caractère privé de ces institutions sanitaires rend parfois inaccessible ses services pour une population appauvrie par la guerre.

Malgré quelques actions d'envergure déjà menées par le gouvernement et ses partenaires, la réadaptation socio-économique des déplacés reste encore un défi auquel tous les acteurs doivent chercher une solution durable.

Malheureusement, nous nous rendons compte que cette question n'est plus dans les priorités du gouvernement et encore moins des organismes internationaux. Les sinistrés intérieurs sont laissés pour compte et vivent dans des conditions d'extrême pauvreté bien qu'ils se débattent pour survivre. Aucune action concrète n'est jusqu'ici envisagée par les pouvoirs publics pour permettre à ces victimes des conséquences de la guerre de retourner sur leurs collines respectives. Mais l'amélioration de leurs conditions de vie sera impossible tant qu'ils vivront en dehors de leurs propriétés familiales.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre travail dont le sujet porte sur l'« *Evolution et mécanismes de réadaptation socio-économique des déplacés en commune Itaba (1993-2006)* », il importe de dégager les idées maîtresses de notre réflexion.

Dans le premier chapitre, après avoir présenté brièvement la commune Itaba, nous avons montré que l'évolution socio-économique de ladite commune est généralement négative depuis le déclenchement de la crise de 1993. Néanmoins, nous avons relevé une légère amélioration depuis la mise en place des institutions démocratiquement élues.
A travers le même chapitre, nous avons montré que la crise d'octobre 1993 a exercé un impact très négatif sur la vie socio-économique de la commune Itaba, ce qui présageait de dures conditions de vie des populations victimes de la guerre appelées à terme à se prendre en charge malgré la précarité de leur vie.

Dans le deuxième chapitre, il était question de montrer l'évolution historique des déplacés en commune Itaba dans l'objectif de se faire une idée sur la taille des personnes sinistrées locataires des sites. A ce sujet, nous avons identifié deux principales phases d'évolution de la situation. Elles se distinguent l'une de l'autre par l'aspect des sites des déplacés et par les conditions de vie dans lesdits sites.

La première phase qui va de 1993 à 1998 a été la phase la plus dure et la plus sombre pour les déplacés. Elle a été caractérisée par tant de maux comme la famine, la promiscuité, la fréquence des maladies, les mauvaises conditions d'hygiène, etc. La seconde phase qui va de 1998 à nos jours est la phase la plus déterminante dans la vie des déplacés. Longtemps en dehors de leur commune d'origine, ils commencèrent dès 1998 à rentrer par étapes successives. Arrivés dans les nouveaux sites, ils ont vu leurs conditions socio-économiques s'améliorer progressivement.

Dans le troisième chapitre, nous avons constaté que plusieurs facteurs ont favorisé et favorisent encore la réadaptation socio-économique des déplacés. De ceux-ci, il importe de retenir le retour de la sécurité, la politique gouvernementale de réinstallation et de réinsertion des sinistrés ainsi que le tarissement de l'aide alimentaire considéré comme un piège au développement.

Néanmoins, ces facteurs ne suffisent pas à eux seuls à changer le sort des populations déshéritées par les effets d'une guerre de plus de dix ans. Le rôle des acteurs est indéniable. Nous avons donc constaté que plusieurs acteurs ont travaillé et travaillent encore en synergie en vue de permettre aux sinistrés de guerre de se réinsérer dans la vie socio-économique. Plusieurs actions ont été déjà menées et d'autres encore sont en cours de réalisation. La réadaptation socio-économique des déplacés n'étant pas encore effective, nous croyons avoir ouvert le débat à quiconque souhaiterait nous compléter ou aborder un sujet similaire. Certains points n'ont pas été approfondis tandis que d'autres accusent des insuffisances dues au manque de données fiables ou d'une confrontation des informations. Si l'occasion nous était donnée, rien ne nous empêcherait à continuer à réfléchir sur cette thématique d'un intérêt scientifique évident.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

1. Sources publiées

1. BIRABUZA, A, Le mal burundais ou l'involution historique d'une vieille Nation, Ed. de la renaissance, Bujumbura, avril, 1998, 174p.

2. CHRETIEN, J.P et alii, La crise d'août 1988 au Burundi, Paris, CRA, 1989, 209p.

3. ___ Le défi de l'ethnisme au Rwanda et au Burundi (1990-1996), Paris, Karthala, 1997, 400p.

4. GUICHAOUA, A (sous dir.), Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994), analyses, faits et documents, Paris, Université des sciences et technologies de Lille1, 1995, 794p.

5. MARIRO, A, De la nation aux ethnies, Bujumbura, 1998, 300p.

6. NIEMEGERS, M, Les trois défis au Burundi, Décolonisation, démocratie, déchirures, Paris, L'harmattan, 1995, 205p.

7. REYNTJENS, F, L'Afrique des grands- lacs en crise : Rwanda-Burundi de 1988- 1994, Paris, Karthala, 326p.

2. Mémoires et thèses

1. BUKURU, G, Etude des problèmes psychosociaux rencontrés par les déplacés dans leurs sites : cas du site de Gatumba, U.B, FPSE, 1998, 112p.

2. GAHUNGU, B, Vivre un camp de déplacé intérieur : le cas des camps de Muhanga ; réflexion sur la violation de la vie intime des communautés, U.B, FLSH, 2003,109p.

3. MANUMA, A, Etude de l'impact des conditions socio-économiques des déplacés sur la scolarisation primaire de leurs enfants : enquête menée auprès des parents du site des déplacés de Kanyosha en zone Musaga en mairie de Bujumbura, FPSE, 1999, 85p.

4. MBAZUMUTIMA, J. A, Le multipartisme au Burundi et ses incidences socio- politiques de 1992-1996, U.B, FLSH, 1999, 133p.

5. MUJAMBERE, A, Mémoire d'une population déplacée : le cas du site du chef-lieu de la commune Busoni, U.B, FLSH, 2003, 99p.

6. NDAYIZEYE, D, La crise d'octobre 1993 et ses conséquences en commune de Mbuye (1993-1996), U.B, FLSH, 2001, 96p.

7. NDIKUMANA, E, Essai de réadaptation socio-économique d'une population en milieu rural, cas des déplacés des sites Kanyosha et Kiyange en mairie de Bujumbura, U.B, FLSH, 2003, 96p.

8. NDUWAMAHORO, A, Analyse socio-politique d'une entité décentralisée, le cas de la commune Itaba (1982-2002), U.B, FLSH, 2004, 92p.

9. NIMUBONA, J, Election présidentielle du premier juin 1993 au Burundi. Problématique de la légitimité en situation de dynamique socio-politique, Mémoire, DEA, Bordeaux, 1994,174p.

10. NSHIMIRIMANA, S, L'évolution historique des déplacés de guerre au Burundi de 1988- 1999, Mémoire, U.B, FLSH, 2002, 120p.

11. NTAWUHORAKOMEYE, D, Effets de l'aide humanitaire prolongée sur la psychologie des personnes déplacées de guerre. Etude menée en Mairie de Bujumbura dans le camp des personnes déplacées de Carama, U.B, FPSE, 2000, 107p.

12. RUTIKANGA, I, La crise d'octobre 1993 : Le comportement de la population de la commune de Busoni, Mémoire, U.B, FLSH, 1996, 83p.

3. Autres publications

1. Collectif des partis d'opposition, Le génocide d'octobre 1993, Bujumbura, 1993.

2. HATUNGIMANA, A et NDAYISHIMIYE, J, Stratégie nationale de réinstallation et de réinsertion des personnes sinistrées, rapport définitif, septembre 2002, 50p.

3. NGAYIMPENDA, E, « Crise socio-politique et destruction des ménages du Burundi » in Cahier démographique du Burundi, n°13, Bujumbura, Février 1999, 46p.

4. République du Burundi, MRRDR, - Note sur l'état d'avancement de la réinstallation et réinsertion des personnes sinistrées, 2002, 49p.

-, Fiches de projets prioritaires identifiés dans les provinces en faveur des sinistrés, Bujumbura, 1998, 76p.

5. OCHA,-Enquête sur les populations déplacées au Burundi 2005, Bujumbura, 2005, 58p.

6. -, Principes directeurs relatif au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays, New York, 1999, 30p.

Annexes

LISTES DES INFORMATEURS

NOM	AGE	COLLINE
1. Nshimirimana Odette,	35 ans,	Rutanganika
2. Nsabimana Cyrilla	33 ans	Tema
3. Nyarushatsi Déo	45 ans	Kanyinya
4. Bizimana Déogratias	45 ans	Nkima
5. Ndayisenga Déo	50 ans	Gihamagara
6. Ntirwakunze Nicolas	48 ans	Kibogoye
7. Manirambona Francine	28 ans	Rukobe
8. Bamporubusa Grégoire	60 ans	Itaba
9. Nkeshimana Gaspard	40 ans	Kugitega
10. Nzeyimana Evariste	52 ans	Mugomera
11. Bigirimana Fiacre	35 ans	Itaba
12. Nshimirimana Gilbert	34 ans	GIsikara
13. Nzeyimana Placide	37 ans	Macu
14. Gakobwa Concessa	35 ans	Macu
15. Hakizimana Marcien	52 ans	Ruhinda
16.Banyankiyubusa Euphrasie	58 ans	Itaba
17.Bucindika Mathieu	60 ans	Kanyinya
18.Ntabandi Venant	57 ans	Macu
19.Mpfubusa	61 ans	Buhevyi
20.Harimenshi Immaculé	49 ans	Itaba

1. IDENTIFICATION DES ENQUETES

- **Nom**
- **Age**
- **Colline**

2. GUIDE D'ENTRETIEN

1. imbere y'intambara ya 1993 abahutu n'abatutsi mwari mubanye gute muri komine Itaba ?

2. Hari indyane zishingiye ku bwoko canke kuvyiyumviro vya politike zari bwabe muri iyi komine ?

3. Kubwanyu izi ndyane zavuye kuki ?

4. Hoba hari aba nyamigambwe bigishije urwanko rushingiye ku bwoko canke ku vyiyumviro vya politike igihe c'imyiyamamazo ya 1993 ?

5. Nimba bariho, izo nyigisho zagize inkwirikizi izahe?

6. Hari utunenge mwabonye mu matora ya 1993 ?

7. Mwakiriye gute intsinzi ya FRODEBU ?

8. Ntabantu batotejwe kubera batsinzwe ?

9. Mbe ubutegetsi bwa FRODEBU bwaratunganiriza bose atakuvangura ubwoko n'imigambwe ?

10. Mwakiriye gute urupfu rwa Melchior Ndadaye

11. Mwibaza ko ubwicanyi bwakwirikiye bwari ubwo guhora umukuru w'i Gihugu?

12. Imbere y'aho ntabimenyetso vyerekana ko hashobora kuba ubwicanyi?

13. Mbe nta bategetsi bagize uruhara muri ubwo bwicanyi?

14. Nimba bariho, ntangaruka mbi vyagize ku butegetsi bwakwirikiye?

15. Imbere y'intambara ya 1993, komine Itaba yari yifashe gute mu vy'imibano? Abanyagihugu barafungura bikwiye?amasomero mato n'ayisumbuye yari akwiye? Amavuriro n'abaganga vyari bikwiye? Uburaro bwo bwari bwiza?

16. Kubwanyu inkwirikizi z'iyi ntambara duhitiyemwo mubijanye n'imibano n'ubutunzi ni izahe?

17. Hoba hari abagize ingorane zo mu mutwe kubera iyi ntambara?

18 None kuva aho intambara itereye abacitse kw'icumu mwahungiye he?

19. Mwabayeho gute mugishika mu buhungiro?

20. Hari abagiraneza babaserutseko? Imfashanyo zari zikwiye? Zari zigizwe n'iki?

21. Mwashitse muri ubu buhungiro bushahsa ryari? Mwari muvuye he?

22. Mubaye ho gute mugereranije n'ingene mwari mubayeho mu gihunga? Uburaro mufise ubu burabashimisha? Murafungura neza kandi bikwiye? Isuku rirakwiye? Amashuri n'amavuriro birakwiye?

23. Hari abagiraneza babagarukirako? Imigenderanire hagati yanyu n'abo mwasize ku mitumba iwanyu yifashe gute?

24. Murifuza gusubira ku mitumba iwanyu iyo mwavuye?

25. Mwiyungunganya gute ngo musubire kugira ubuzima nkubwo mwari mufise imbere y'intambara ya 1993?

26. Hoba hari abantu canke amashirahamwe abibafashamwo? Ni nk' ayahe? Abafasha iki?